

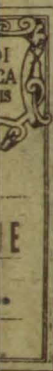
GAETANO MARZOTTO  
DI VALDAGNO-CASTELVECCHIO

RELÈVEMENT  
*DANS LA LIBERTÉ*

Traduit de l'Italien par René MARTIN-GUELLIOT

*Editions SEDIF*

PARIS



LABORATORIO DI  
ECONOMIA POLITICA  
S. COGNETTI DE MARTIIS

Lascito

JANNACCONE

Dop. 417.



RELÈVEMENT  
*DANS LA LIBERTÉ*



LASC. J.  
DOP. 412

GAETANO MARZOTTO  
DI VALDAGNO-CASTELVECCHIO

NAP 0327585

# RELÈVEMENT DANS LA LIBERTÉ

Traduit de l'Italien par René MARTIN-GUELLIOT

*Editions SEDIF*

30, Boulevard Malesherbes, 30

Tél. Anjou 94-99

PARIS (8<sup>e</sup>)

—  
1948

N.ro INVENTARIO  
PRE 16 340



Tous droits de traduction, de reproduction  
et d'adaptation de la version française  
réservés pour tous pays.

Copyright by Editions SEDIF. 1948.

## Avertissement de l'Editeur

---

### RELÈVEMENT DANS LA LIBERTÉ

*est entièrement composé d'extraits  
du double ouvrage  
du Comte Gaetano MARZOTTO*

« PANORAMA DELLA RICOSTRUZIONE »

*et*

« PROBLEMI ECONOMICI E PACIFICAZIONE  
SOCIALE »

\*

*Avec l'aimable assentiment de l'Auteur, la Société d'Etudes et de Diffusion de l'Idée Française (Editions SEDIF) a regroupé et agencé les passages qui lui ont paru intéresser plus directement le public français, dans un ordre et sous des titres dont elle prend la responsabilité, mais sans vouloir transformer ces réflexions d'expérience en un exposé doctrinal.*

Juillet 1948.



## Les Intentions de l'Auteur

---

Les graves problèmes économiques et sociaux agités aujourd'hui ont évidemment comme premier facteur la guerre désastreuse qui vient de finir ; ils dépendent des mêmes causes qui l'ont déterminée, mais sont aussi fonction du douloureux après-guerre que nous traversons. On comprend alors qu'un état de sensibilité morbide se soit emparé de beaucoup d'individus, qu'un grave trouble psychique ait obscurci trop de consciences, qu'un profond désordre se soit introduit dans l'organisation sociale.

Il importe donc de surmonter ces états d'exaltation pour formuler avec équité et mesure, des jugements et des décisions d'après des principes exacts ; il faut ramener les individus au bon sens et à l'équilibre, à l'esprit de devoir, au respect réciproque, au travail efficace et créateur. On arrivera ainsi graduellement à la normalisation de la vie nationale et à la pacification sociale.





Je traiterai donc ici non pas tant de technique que de considérations générales d'ordre politique et social, exposant des principes économiques en rapport avec mon expérience industrielle, étant persuadé que ce qui manque est souvent la connaissance pratique des conditions indispensables pour constituer de la richesse.

Il ne s'agit pas d'enseigner ce qu'est une industrie donnée et comment elle s'organise ; il s'agit bien plutôt de montrer combien il est nécessaire de *former un esprit apte à saisir dans leur essence les problèmes sociaux et à comprendre les exigences véritables de la vie économique par rapport à l'intérêt de la Nation.*

Ce que je tiens donc à préciser, par les diverses considérations et critiques qui seront exposées, c'est ce fait que l'accroissement industriel constitue, à égalité avec le progrès agricole, une nécessité vitale de la Nation ; que ce développement industriel n'est concevable qu'en régime de liberté ; et que la formation de richesse qui en résultera infailliblement et rapidement déterminera le bien-être des masses et l'apaisement des esprits.

\*

Les sources principales de prospérité italienne sont au nombre de trois : l'Agriculture, le Tourisme et l'Industrie. Je me propose de parler de ces trois sources séparément, en rapport avec les graves questions sociales qui agitent l'Italie, bien qu'il soit difficile de tracer une ligne de démarcation bien nette entre les divers secteurs des activités humaines, en continuelle évolution.

Je ne me réfère pas en ce qui les concerne à des données statistiques, généralement incomplètes et peu sincères ; parfois elles sont volontairement altérées, souvent elles partent de déclarations inexactes et ont cessé d'être à jour par suite des retards énormes de compilation. Je m'appuie au contraire sur tout ce qui est parvenu à ma connaissance directe des besoins et des désirs, sur l'intuition de ce qui m'apparaît nécessaire, mais en me limitant aux problèmes de première importance.

\*

Ce n'est pas mon intérêt matériel qui m'incite à traiter ces sujets et à soutenir ces idées : c'est bien plutôt la conviction — et

j'y insiste — que seul le travail effectué dans la liberté peut déterminer l'accroissement et la généralisation du bien-être. Je suis sûr, qu'au contraire en voulant tout niveler, on n'arriverait qu'à perpétuer la misère, à répandre la famine et les deuils, à déprimer l'esprit public et à détruire la Nation.

Ce n'est pas non plus l'ambition qui me pousse, et je n'ai de ressentiment ni d'animosité contre personne. Ce que je veux, c'est accomplir un impérieux devoir social, et m'acquitter ainsi de la dette que m'ont créée les succès obtenus par ma famille pendant plus d'un siècle dans son ascension sociale. Je le ferai en mettant en lumière des vérités souvent dures et désagréables mais toujours selon mon opinion sincère, en présentant des considérations pratiques et des suggestions simples, en conseillant parfois des mesures graves et urgentes.

Tout cela est le fruit de trente ans d'expérience, de travail et de réflexions.

Septembre 1947.





## SOMMAIRE

---

### PREMIÈRE PARTIE

#### **Le passif de la Nation italienne**

- I : Problèmes de géographie humaine.
- II : Mauvaise gestion étatique : Economie.
- III : Mauvaise gestion étatique : Finances.
- IV : Mauvaise gestion étatique : Administration.

### DEUXIÈME PARTIE

#### **Conditions du redressement**

- V : Le salut est dans la production.
- VI : Totalitarisme ou Liberté ?
- VII : Réalités économiques.
- VIII : Possibilités sociales.

### TROISIÈME PARTIE

#### **Esquisse d'un programme de remise en ordre**

- IX : Structure de l'Etat.
- X : Politique économique et financière.
- XI : Aperçus sur l'agriculture.
- XII : Aperçus sur les transports et le tourisme.
- XIII : Aperçus sur l'industrie.
- XIV : Mission de la bourgeoisie.

PREMIÈRE PARTIE

---

LE PASSIF  
DE LA  
NATION ITALIENNE





## CHAPITRE PREMIER

## PROBLÈMES DE GÉOGRAPHIE HUMAINE

---

*Démographie et Main-d'Œuvre.*

Le malaise économique italien, provoqué par le mauvais gouvernement des dernières décades et les conséquences des guerres, est aggravé par la nature de notre sol et par la densité de la population, de beaucoup supérieure à celle des pays principalement agricoles.

L'Italie présentait en 1931 une densité moyenne de 133 habitants par km carré, en face des chiffres suivants : Tchécoslovaquie 105, France 76, toutes deux avec une importante activité industrielle et minière ; Hongrie 93, Pologne 82, Roumanie 61, Yougoslavie 57, Grèce 52,5, Espagne 45, Russie 8 (avec des variations de 1 à 50 habitants par km carré).

Dès la réalisation de l'unité italienne, l'émigration permanente ou temporaire, alimentée en majorité par les éléments agricoles, a toujours été un fait constant et fondamental de notre vie

économique et politique, déterminé par l'excédent de notre population par rapport aux possibilités d'emploi dans la patrie.

Ce phénomène, même accompagné de sacrifices et de difficultés énormes, a correspondu à l'intérêt public et privé et a aidé grandement notre balance commerciale qui — jusqu'à il y a trente-cinq ans — était créditrice de plus de 600 millions de lires-or par an. Près de 10 millions d'Italiens se sont ainsi fixés dans les Amériques, beaucoup y ont fait fortune et ont même atteint des situations sociales de premier plan.



Mais le fascisme a tout fait pour interrompre ce courant si salulaire, et en 1947 la population de l'Italie s'élève à 150 habitants par km carré.

46 millions d'habitants vivent sur 31 millions d'hectares, dont les experts admettent généralement que 21 ou 22 millions seulement peuvent être considérés comme cultivables, lorsqu'on a déduit tous les lieux habités, les routes, les lacs, les marais, les cours d'eau, les montagnes, etc..., de sorte qu'on a plus de deux habitants par hectare cultivable.

De plus un tiers de la population active ne travaille pas ou, mal utilisée, ne produit rien. C'est ainsi qu'il y a environ :

— 2.500.000 journaliers, paysans et petits propriétaires (plus du quart des 8,5 ou 9 millions d'individus travaillant dans l'agriculture) qui devraient être remplacés par des machines ;

— 500.000 ouvriers en excédent dans les industries ;

— 1.500.000 personnes employées par l'Etat, les Offices, les services publics, les administrations locales, les entreprises municipalisées, etc..., qui sont à éliminer ;

— 2.000.000 de chômeurs.

Cela fait un total de 6.500.000 travailleurs qui constituent la grande masse improductive de la Nation.

Il convient d'y ajouter le personnel domestique qui accomplit un travail improductif en lui-même et qui dépasse un million d'unités ; ainsi qu'une partie des travailleurs des hôtels, des transports, du commerce, en résumé des services qui dépendent des activités productrices agricoles et industrielles et se trouvent en état de crise, faute d'atteindre un chiffre d'affaires suffisant.

Il en résulte que, si la masse travailleuse est d'environ 20 à 22 millions d'unités, plus d'un tiers et même probablement la moitié pèse sur le reste. Cela sans tenir compte de l'effectif passif qui, du fait de l'âge ou des conditions de santé (enfants, vieillards, malades, etc...) est toujours à la charge des autres et représente plus de la moitié de la population totale.



Si les Italiens étaient mis en face de l'obligation d'entretenir une personne qui ne fait rien pour chaque groupe de dix travailleurs, ils se révolteraient. Mais en fait, sans le savoir, ils en entretiennent une pour chaque groupe de deux travailleurs, parfois une pour chaque travailleur. Seulement ils ne s'en rendent pas compte et peut-être n'y ont jamais songé : c'est pourquoi, se plaignant d'être dans la misère, ils ne pensent pas au remède.

Bien au contraire depuis un certain temps, pour réduire le chômage, on impose aux propriétaires l'emploi d'un minimum de main-d'œuvre, sans chercher à savoir si la culture demande ou non d'augmenter la quantité des travailleurs employés : c'est là naturellement un thème favori des programmes électoraux de masse.

L'imposition de main-d'œuvre fait la misère de la population. Adoptée d'abord par la dictature, pour parer à la cessation de l'émigration, elle a été reprise par les professionnels de la politique, qui spéculent véritablement sur l'ignorance des masses.

Tout cela a quelque chose de contre nature et doit être éliminé si on veut mettre la Nation sur la voie normale du vrai bien-être et de la saine prospérité. A une main-d'œuvre surabondante il faut trouver un autre débouché.

*La question agraire.*

La population adonnée à l'agriculture tourne en Italie, depuis plus d'un demi-siècle, autour du chiffre de 8.500.000 travailleurs, chiffre anormalement élevé tant en valeur absolue qu'en valeur relative.

Notre paysan est intelligent, il a de la bonne volonté, il est laborieux et économe, il travaille la terre avec compétence et avec passion ; bien dirigé, il est d'un excellent rendement.

Parmi ceux qui s'adonnent à l'agriculture 40 % sont des petits propriétaires, 20 % des fermiers, 20 % des métayers et 10 % des journaliers.

Sur le total de la superficie cultivée, les exploitations individuelles présentent la répartition suivante :

1.500.000	jusqu'à	1 hectare	=	2,5 %
2.300.000	de	2 à 10 hectares	=	30,5 %
380.000	de	11 à 100 hectares	=	32 %
20.000	plus de	100 hectares	=	35 %

Il est évident que la « petite propriété », qui s'étend sur un tiers de la surface cultivée pratique une culture intensive, de caractère familial, avec beaucoup de travail manuel et de minimes moyens de production.

Depuis des années, le propriétaire, pour ne pas vivre sur les cartes d'alimentation, répartit — de façon anti-économique dans beaucoup de

cas — ses pièces de terre en cultures variées et conserve la majeure partie des produits pour l'alimentation et les besoins de sa famille ; il n'en résulte aucun disponible pour la collectivité, alors que le propriétaire reste victime de cultures régies irrationnellement et non rémunératrices.



Aux grandes guerres succède fatalement la misère, qui porte aux agitations et à la demande de réformes radicales, parmi lesquelles tiennent le premier rang les réformes agraires, qui devraient plus proprement s'appeler **réformes foncières**, puisqu'elles tendent, non pas à modifier les systèmes et les méthodes de culture, mais à amener une distribution différente des propriétés rurales.

Alfredo PANZINI dit : « Les révolutions partent de principes idéaux et se réalisent en violents transferts de propriété ». C'est une question délicate et complexe, présentée par les uns comme un remède infailible et simple, et accueillie par les autres comme une panacée d'exécution immédiate, alors qu'elle crée des illusions périlleuses et des répercussions dommageables.

Les partisans de la réforme foncière ne sont d'ailleurs d'accord ni sur les systèmes à suivre,



ni sur les réformes à adopter. Mais à peu près tous concordent pour proposer que les terres à récupérer par de nouvelles bonifications et par des défrichements soient attribuées à de véritables paysans et aux petits propriétaires des parcelles limitrophes ; quant aux rapports avec les précédents propriétaires, ils seraient au point de vue économique réglés sur la base de compensations.

Ce sont les programmes électoraux qui envisagent la réalisation de ces réformes aux frais de l'Etat et à l'avantage des particuliers ; les partis politiques promettent, tout en sachant qu'ils ne pourront pas tenir, et, de toute façon, c'est le bien d'autrui qu'ils offrent. Mais deux hypothèses se présentent.

Ou bien voudrait-on, comme fin ultime de ces manœuvres, substituer à l'administration privée des terres, celle de l'Etat ? Si tel est leur but, elles sont plus explicables ; mais nous savons comment fonctionnent de telles gestions et à quoi elles conduisent. On aboutirait ainsi au type et à la conception de l'ancienne Egypte ou de la Russie actuelle : l'Etat propriétaire unique, et le citoyen bien moins que fermier, véritable esclave soumis à l'arbitraire d'un maître despotique.

Ou bien l'Etat devrait-il acheter et payer le fonds dont il exproprie le propriétaire, pour le céder à un autre, qui n'a rien ? Il deviendrait ainsi lui-même créancier de quelqu'un qui ne



serait en mesure de répondre qu'avec le fonds même que l'Etat lui a cédé et avec son éventuelle bonne volonté de payer tant les impôts que les amortissements ? L'Etat remplacerait alors un individu solvable par un autre dépourvu de tous moyens !...

Il n'y a en tout cela rien de sérieux, rien de pratique, rien d'honnête ! La vérité au contraire, est que la propriété est chose sacrée, dont la formation exige un travail long, assidu et tenace. « La propriété est un vol » seulement au point de vue de ceux qui n'ont ni aptitude, ni ténacité, ni abnégation pour la conquérir par le travail, et aspirent, précisément, à y parvenir sans fatigue, par la rapine et le tripotage.

Il n'est pas nécessaire de nous attarder à faire la critique particulière de chaque système, critique qui nous mènerait trop loin. Ils consistent tous en définitive à proposer de **retirer la terre à ceux qui la possèdent légitimement et par là à renverser une des règles fondamentales de la vie sociale.**

### *L'esprit régionaliste.*

L'explosion d'esprit régionaliste est une expression du sentiment anti-totalitaire : mais c'est aussi une rébellion contre la constante tendance centralisatrice. On peut être certain qu'avec la réalisation dans toute l'Italie d'un vrai régime

démocratique, la tendance au régionalisme sera destinée à disparaître ou du moins à se réduire à une infime minorité factieuse.

La cause de l'esprit régionaliste doit être attribuée à la fatigue et au sentiment de nausée que les Italiens éprouvent pour l'Etat à régime totalitaire, oppresseur, envahissant et ignorant, qui a tout concentré à Rome et veut que tout dépende de Rome, pour ce « monstre anonyme toujours impuni », comme le définit Sem BENELLI.

Il est absolument indispensable que l'Etat reconquière la confiance des citoyens, qu'il s'assouplisse, qu'il administre ce qui est de son ressort et se désintéresse du reste, qu'il sache s'entourer de cette compétence, de cette honnêteté, de cette dignité qui résultent de la participation au gouvernement de personnes absolument supérieures sous tous les rapports et qu'il simplifie la vie en édictant des lois simples, sages et durables, que lui-même respecte et qu'il sache faire respecter.

Que l'Etat se démette de tout le pouvoir exagéré qu'il s'est arrogé et que le libéralisme se réalise au sens le plus large du mot ; qu'on supprime toutes les entraves bureaucratiques et les ingérences inutiles d'administrations mastodontes et incompétentes ; que les bureaux romains soient dépouillés de leur prétention « providentielle », et qu'on donne aux hommes qui

en sont capables le moyen de vivre et d'agir en paix pour la reconstruction et la remise en activité de notre pays.

C'est ainsi qu'on apportera à tous les Italiens ce qui est dans les désirs et les aspirations de la grande masse des régionalistes, et le problème sera en grande partie résolu.

En outre, l'agriculture et l'industrie des diverses régions de l'Italie se complètent et se compensent, si bien que les échanges, en équilibrant les déficits et les excédents, contribuent à la prospérité des unes et des autres ; il en sera de même à plus forte raison quand on sera parvenu à l'union entre les nations européennes. Au contraire, de même que les autarchies et les protectionnismes ont amené l'Europe à l'état actuel de misère, de même les diverses régions italiennes se trouveraient en peu de temps dans un état de complète indigence si elles s'isolaient.



## CHAPITRE II

MAUVAISE GESTION ETATIQUE :  
ECONOMIE*L'Etat exploitant et colonisateur.*

En Italie, il nous est donné de savoir bien peu de choses sur les gestions industrielles de l'Etat, et le peu qu'on sait est loin d'être réconfortant et convaincant :

Les Chemins de fer de l'Etat n'ont jamais cessé d'être déficitaires et cette entreprise a toujours pesé sur le budget ordinaire et extraordinaire de la Nation.

Les Tabacs, en régie de monopole, sont artificiellement bénéficiaires, par suite de la charge imposée au consommateur. Le prix officiel arrive toujours à compenser les frais ou les pertes ou à créer des bénéfices ; mais ces derniers ne donneront jamais au Trésor ce qu'une gestion privée consentirait à lui payer comme prix d'une concession et verserait en impôts.

De la gestion des Mines exploitées par l'Etat, on n'a jamais eu un compte-rendu sérieux, ce

qui permet de supposer que l'entreprise n'a jamais été et n'est pas actuellement industriellement avantageuse.

En ce qui concerne les sources d'eaux minérales appartenant au Domaine, il m'est arrivé d'entendre dire une fois de la bouche d'un administrateur, représentant de l'Etat, que, même si l'exercice était déficitaire, l'équilibre était toujours largement rétabli par la taxe fiscale appliquée à la vente des bouteilles !

On pourrait continuer à donner des exemples analogues démontrant que **l'Etat ne saurait être un bon administrateur parce que ses représentants manquent de compétence spécifique dans les diverses branches et ne sont pas mûs par le ressort de l'intérêt.**

\*

L'organisation des colonies italiennes a toujours été excellente en tout ce qui concerne la sécurité, l'administration de la justice, les routes, les ports, les communications, ainsi que le traitement moral et matériel des indigènes, qui s'en montraient très satisfaits.

On ne peut en dire autant de notre politique économique coloniale qui, comme toujours ne s'appuyait pas sur des bases pratiques, mais s'inspirait du système autarchique, amateur de lisières, bureaucratisé ; les gaspillages étaient

considérables ; des dépenses excessives étaient faites pour favoriser les concessionnaires de terrain, fût-ce d'ailleurs avec l'intention de hâter ou d'augmenter le développement de la colonie. Le tout était mené sur un pied hors de proportion non seulement avec nos possibilités financières, mais encore avec les ressources et les avantages qui pouvaient être retirés de nos possessions.

Il ne faut pas penser, par exemple, résoudre les problèmes agricoles coloniaux avec les méthodes adoptées à Tigrinna dans le Garian, où on a créé des exploitations d'une superficie d'un hectare et demi qui réussissaient à subsister uniquement parce qu'on y cultivait du tabac, lequel étant article de monopole, pouvait être payé à des prix surélevés : économie non pas naturelle, mais fictive.

On a effectué en général toutes les colonisations en attribuant au colon une superficie toujours insuffisante pour le faire vivre et prospérer avec sa famille et en établissant la culture sur les terrains secs, même dans ces parties de la Tripolitaine où l'eau existe, de sorte que beaucoup de colons abandonnaient les domaines, parce qu'ils ne pouvaient en tirer de quoi vivre et n'étaient pas encouragés et incités à supporter une période de sacrifice par la certitude d'avoir une terre suffisant à leur famille et aux familles de leurs enfants, au moins pour une génération.



*Monopole et protectionnisme.*

Il faut bien reconnaître qu'il est beau et commode de faire du commerce et de l'industrie en régime totalitaire et en système de Monopole. Il n'est pas besoin de s'aiguiser l'esprit et de recourir à une imagination ardente pour faire des types de tissus qui répondent au goût de la clientèle, des vêtements, des chaussures, des livres, des voitures et tout ce que le peuple demande et peut apprécier : toute marchandise convient et **doit convenir** ; il suffit d'un petit nombre de types uniformes pour tous, et, si la marchandise ne plaît pas, les gens s'en passeront.

Les Pyramides d'Egypte, admirable travail, qui, de nos jours encore, excite l'admiration, ont été élevées par les efforts d'esclaves, auxquels on donnait du pain, des oignons et... le fouet ; ce qui prouve qu'on peut par des moyens coercitifs obtenir les plus grands résultats. Mais il ne faut pas en déduire que les populations étaient alors heureuses et satisfaites.

L'exemple vaut pour les travaux qui s'exécutent actuellement dans les établissements métallurgiques, la construction des routes, des voies ferrées, etc... La classe dirigeante, privilégiée, ordonne, et la masse amorphe obéit : si les travaux coûtent plus qu'il n'avait été prévu, peu



importe, il restera moins pour le peuple, et cela fera le compte ! Toutefois, **le travail n'étant pas encouragé, l'indifférence naturelle, jointe au manque d'intérêt et d'initiative, retardent la Nation sur la route du progrès humain.**



Le protectionnisme douanier, aggravé sous les formes nouvelles des contingentements et des licences d'importation, système si répandu en Italie et réclamé à si grands cris même par certains milieux industriels, ainsi que par quelques organisations ouvrières, constitue à son tour une des sources principales du parasitisme, parce qu'il crée une sorte d'autarchie qui vit artificiellement aux dépens de la Nation. C'est seulement en certains cas que des protections peuvent être établies pour répondre à des mesures analogues prises par d'autres nations et elles sont alors justifiées ; encore qu'elles ne soient pas supportées sans dommage.

Toute forme de protectionnisme douanier tourne à l'avantage de quelques-uns, au **dommage du plus grand nombre**. Par lui on crée des privilèges en faveur de certaines industries, qui autrement ne pourraient prospérer ni même vivre, et on oblige dans le même temps la masse des citoyens à payer beaucoup plus cher ce qu'ils

pourraient obtenir à meilleur compte. Il faut ajouter que le protectionnisme nuit aux échanges commerciaux, parce que, ne pouvant importer de l'étranger des matières premières et des produits avantageux, nous ne pouvons, par voie de conséquence, exporter nos propres produits.

Une autre forme de protectionnisme dommageable est constituée par l'institution de ces organismes para-étatiques qui se sont appelés l'Office du Charbon, la Junte des Laines, etc..., et qui ont eu pour seul résultat tantôt de faire augmenter le prix des marchandises, tantôt d'imposer des contrats à des prix politiques plus bas que les prix économiques, favorisant ainsi le gaspillage de la richesse.

**Les limitations économiques de la liberté conduisent fatalement à la corruption.** Ceux en effet qui ne réussissent pas à atteindre leurs buts par la voie droite sont induits à les rechercher par des voies clandestines. Les limitations économiques de la liberté des individus impliquant normalement la nécessité de recourir à l'Etat et à ses fonctionnaires pour obtenir certains permis et certaines autorisations, le système de la corruption s'infiltré nécessairement dans les rapports de ceux-ci avec les particuliers.

*L'Etat facteur de démoralisation.*

En outre, l'Etat considéré dans sa fonction économique, l'Etat contractant, acheteur, vendeur, commettant, affermant, et ainsi de suite, s'est aliéné la confiance des fournisseurs les plus cotés.

Tandis que dans le passé l'Etat établissait avec le fournisseur des conditions normales, aujourd'hui s'est accréditée l'idée qu'un acte illicite, une fourberie ou un manquement à l'observation des contrats, s'ils sont faits dans l'intérêt de l'Etat, ne constituent pas de la malhonnêteté. Ainsi l'Etat, par crainte d'être exploité, est devenu exploiteur.

Il n'y a plus maintenant de discrimination entre le contractant honnête et celui qui est mal intentionné, entre l'entrepreneur sérieusement organisé et l'impudent aventurier, tous sont enveloppés dans une même atmosphère de discrédit a priori, de suspicion uniforme.

Il arrive alors que, dans cet état d'esprit, on ne peut avec l'Etat faire des fournitures selon les normes rigides et les sains critères commerciaux parce qu'il livre des matières premières qui ne sont pas conformes aux types convenus ; il n'a pas non plus le souci de retirer les marchandises dès qu'elles sont prêtes à être livrées ; il fait traîner en longueur les réceptions, qui sont



ensuite effectuées de façon chicanière ; il n'observe pas les échéances prévues pour les paiements, ce qui détermine au détriment du fournisseur une énorme aggravation des intérêts débiteurs, étant donné que le fonctionnaire n'admet pas que la charge correspondante retombe sur l'Etat.

Et pourtant il est nécessaire que l'Etat s'abstienne scrupuleusement de toute forme d'illégalité et d'abus de pouvoir. De par sa structure et sa fonction organique, il devrait agir d'une façon si orthodoxe qu'il induisît l'autre partie contractante à observer, à son tour, un comportement analogue. Il devrait être le premier — précisément pour accomplir sa fonction sociale — à donner l'exemple de la correction juridique et morale.

Tout au contraire, les déviations continuelles de l'Etat hors de la ligne du devoir contractuel finissent par légitimer une attitude systématiquement incorrecte de la part des particuliers. On dirait qu'il finit par s'établir entre les contractants une sorte de rivalité tacite dans les prévisions anti-contractuelles, dans l'embûche des manquements et des promesses fallacieuses.

**Il importe que les citoyens aient confiance en l'Etat ; mais si ce dernier, en répudiant des engagements fermes, en exigeant des particuliers des prestations ou des sacrifices impossibles, cause l'ébranlement ou l'évanouissement de cette con-**

fiance, une conséquence est claire, à savoir une corruption progressive et contagieuse de la loi morale, une propagation délétère de mauvaises habitudes, qui constituent un corrosif dangereux de l'édifice social.

## CHAPITRE III

MAUVAISE GESTION ETATIQUE :  
FINANCES*Etatisation du Crédit.*

Il est juste que l'Etat se préoccupe de veiller à ce que les Banques agissent avec moralité et prudence, selon des règles déterminées et à l'intérieur de certaines limites, afin que les déposants ne soient pas frustrés ni lésés en aucune façon. Mais il ne faut pas que cette protection en arrive, au moyen d'un système compliqué et rigide de règles bureaucratiques, au point de fixer les intérêts de dépôts à l'infime niveau actuel, qui les annule pratiquement : du 3, du 4, du 4,50 % du passé on est descendu aujourd'hui, par l'intervention de l'Etat, à 1 %.

Même si l'ingérence gouvernementale a constitué effectivement une protection, c'est encore le déposant qui a payé la prime d'assurance correspondante, constituée par la différence entre le taux d'intérêt précédent et le taux actuel : c'est certainement une assurance qui lui coûte très cher.





Cette intervention gouvernementale a été, on le comprend, exercée par l'Etat pour contraindre l'épargnant à préférer les titres publics, qui offrent un intérêt anticipé de 3,50 à 4,50 %; et dans le même temps elle a donné aux Banques la possibilité d'acquérir l'argent à très bon compte, tandis qu'elles ont conservé des commissions de vente comprises entre 5,50 et 9 % et plus.

Les Banques n'ont d'ailleurs pas en définitive retiré un grand avantage de cette situation, du fait que, poussées par des conditions exceptionnellement favorables et par des nécessités nouvelles, elles se sont gonflées d'un nombreux effectif de fonctionnaires, d'employés et de commis, si bien qu'aujourd'hui elles bouclent à grand-peine leur budget.

L'intervention de l'Etat en faveur des grandes Banques a coupé les ailes aux petits Etablissements de crédit de caractère local, même sains, vigoureux et clairvoyants, qui ont été mis dans la nécessité de renoncer à leur meilleure clientèle avec ses besoins assez fréquents de fortes avances. Il en est résulté du trouble et du préjudice pour l'industrie locale, qui tirait du contact direct avec ces banquiers aliment et force dans toutes les nécessités et les contingences impré-

vues, qui ne peuvent pas toujours être prises en juste considération par les Directions générales des grands Etablissements.

De leur côté, les Banques ont dû se mettre au service direct de l'Etat, pour lui fournir toujours et dans tous les cas les fonds nécessaires aux diverses entreprises, **en immobilisant les dépôts des épargnants dans les grosses émissions de titres de la Dette publique, dénaturant complètement ainsi la fonction et la technique bancaire**, et bureaucratisant dans leur développement complexe les opérations de crédit et de financement.



L'écart entre le loyer de l'argent et son emploi se tenait, il y a 30 ans, entre 1,20 et 1,50 % — étant donné qu'on pouvait alors maintenir à ce pourcentage les dépenses d'administration, c'est-à-dire les frais directs et indirects de gestion d'un Etablissement de crédit. Cet écart, du fait de l'hypertrophie qui a atteint aussi les Banques, soumises à une énorme quantité de contrôles et de travaux statistiques, est aujourd'hui dans certains cas très supérieur à 5 %.

Il est temps de réviser cet état de choses, de revenir à la normale, de payer la marchandise argent ce qu'elle vaut, c'est-à-dire aux prix mêmes que l'Etat a toujours continué à la payer,

comme tous peuvent le vérifier sur un titre quelconque de la Dette publique, à savoir entre 3 et 4,50 %.

On procurera ainsi de nouveau, pour un juste prix, à l'industrie, au commerce et à l'agriculture les moyens financiers qui leur sont nécessaires ; on récompensera dans une mesure équitable l'esprit d'épargne ; on rétablira également dans le monde bancaire la saine et libre concurrence.

### *Impuissance du Contrôle des Changes.*

Il faut que le cours du change soit réel, car **les limitations mises à la disponibilité des devises et aux cotations constituent une lourde entrave et manquent complètement leur but** : elles créent un véritable contresens en obtenant l'effet contraire, puisqu'elles déterminent précisément l'exportation des capitaux à l'étranger au moment même où on voudrait l'empêcher. Rappelons-nous le passé.



Il y eut en 1937, en Italie, une affluence énorme de touristes qui atteignit son maximum dans les premiers jours d'Août par la présence simultanée de 315.000 étrangers. D'après des calcul sûrs, il serait entré cette année-là de 7 à



8 milliards de devises fortes : et cependant il n'en fut enregistré officiellement que 2 milliards. Comment et pourquoi cela a-t-il pu arriver ? **Par le moyen de compensations réalisées clandestinement.**

Un étranger entrant en Italie en déclarant dix livres sterling, équivalant à environ 1.000 liras, et y restait 20, 30 ou 40 jours ; il dépensait plusieurs milliers de liras, et en versait à son retour dans son pays la contrevaletur en devises appréciées, au nom de celui qui lui avait fourni la somme en liras et qui, à des conditions plus avantageuses que le change officiel, avait ainsi trouvé un moyen facile d'exporter ses capitaux. Ce commerce était pratiqué par le portier d'hôtel, par le barman, par l'hôtelier, par l'agent de change, par le correspondant commercial ou par quiconque avait un peu d'initiative. Qui peut vérifier d'ailleurs ce que dépense chez nous un étranger ? Faudra-t-il, comme en Russie, le faire filer par une Guépéou ?

Quand la monnaie est au cours forcé, il se crée, comme dans le cas de toutes les situations artificielles, une organisation capillaire à laquelle l'Etat ne peut apporter de remède ; l'unique solution serait en effet de porter le change politique à la valeur réelle, c'est-à-dire au cours du change libre.

A cette époque la lire avait été fixée à la cotation de 90 pour une livre sterling ; l'Etat

avait bien tenté d'intervenir en établissant comme prime à la livre touristique le change à 102-103, mais il n'obtint aucun résultat, du fait de la méfiance qui existait déjà chez beaucoup, heureux d'acquérir la livre même à un taux supérieur pour se dégager de la lire. Il en est résulté que 75 % des devises appréciées que nous avons encaissées en 1937-1938 sont réparties tranquillement pour l'étranger, fût-ce dans des mains italiennes. De même certains crédits que l'étranger avait pris chez nous ont trouvé moyen d'être soldés de façon occulte.



Ces leçons, si éloquentes pourtant, n'ont pas suffi et on persiste dans le même système, qui obtient les mêmes résultats, ce qui maintient le Pays dans un état de crainte légitime et de pénible incertitude.

De plus, l'Etat exerce, en ce qui concerne les devises étrangères, un véritable abus de pouvoir vis-à-vis des exportateurs de produits fabriqués et de quelques matières premières qui abondent en Italie. Il exige en effet de ces exportateurs la cession de 50 % des devises, en appliquant un change officiel fictif qui n'a rien à voir avec le cours réel : de cette façon, en mettant les devises à parité avec les prix intérieurs, il en arrive

à payer moitié prix ou même moins, la part qu'il s'approprie.

Par ce procédé, l'exportateur de produits achevés qui est en même temps importateur de matières premières, se voit doublement frustré de la moitié des devises appréciées, d'une part du fait des prix qui lui sont attribués, d'autre part parce que les dites devises lui sont nécessaires pour ses achats à l'étranger, — perte qui se répercute dans le cycle du travail à venir et sur le coût de la production.

Quelle est la réaction ? Une orientation immédiate de l'exportateur — presque imposée par l'instinct de légitime défense — vers des stratagèmes artificieux et extrêmement dommageables : il trouve dans le marché noir l'instrument d'une revalorisation, le moyen de se compenser (et toujours naturellement au détriment du Pays) de la perte que lui a infligée l'abus de pouvoir de l'Etat.

### *Détérioration de la Monnaie.*

On doit mettre en relief combien, pendant ces derniers lustres, les Italiens se sont habitués insensiblement à glisser sur la pente de la dévaluation monétaire, de sorte que, quand on parle de ces lires qui représentent l'expression de notre monnaie, on n'attache plus d'importance aux centaines, aux milliers, aux centaines de mille,



aux millions, ou même aux milliards, comme s'il s'agissait d'une chose sans conséquence et qui ne nous concernerait pas.

C'est un phénomène très répandu que personne ne s'impressionne plus des gros chiffres, et c'est l'indice d'une situation malheureuse, qui s'est créée lentement ces années passées — du fait de la diminution progressive de la valeur intrinsèque de la monnaie inflationniste — et s'est dernièrement aggravée précipitamment.

Il s'est formé une étrange mentalité : on ne se préoccupe pas de savoir si un prix en liras n'est pas en réalité très supérieur au prix correspondant exprimé en monnaie étrangère ; cela tient à des habitudes de raisonnement contractées pendant la période autarchique, où on disait que l'argent était toujours bien dépensé parce qu'il restait en Italie.

Epicarmo CORBINO considère que les industriels, et non pas seulement les spéculateurs, recherchent des investissements en matières premières parce qu'ils se méfient de la monnaie. Il évalue ces investissements à 500 millions de dollars et admet que les Italiens ont pour un montant égal accumulé des dépôts dans les Banques étrangères ou chez des correspondants étrangers, également en raison du peu de confiance inspiré par la monnaie nationale.

Il n'est pas étonnant que ceux qui à très juste titre n'étaient pas convaincus de notre tranquil-

lité économique aient pensé à mettre en sûreté une partie de leurs avoirs et s'y soient employés. Qui peut soutenir sérieusement que les biens d'une personne doivent appartenir aux autres plutôt qu'à elle-même ? Que les devises étrangères appartiennent à l'Etat plus qu'à ceux qui se les sont procurées par leur travail ?

## CHAPITRE IV

MAUVAISE GESTION ETATIQUE :  
ADMINISTRATION*Envahissement de la bureaucratie.*

Nous souffrons des effets directs de l'Etat totalitaire et nous ne réussissons malheureusement pas à nous dégager de ce triste héritage. Les partis de l'ordre sentent le mal et voudraient y remédier ; mais ils craignent de voir la masse des congédiés et des mécontents passer à l'autre bord. La démagogie subversive joue de cette crainte, profitant entre temps du gaspillage des deniers publics et de la dilapidation des patrimoines privés ; cependant que les fonctionnaires les plus intègres et les employés laborieux en supportent injustement les conséquences : ils ont de l'instruction et des obligations, mais économiquement ils sont traités moins bien que les ouvriers.

Les « bureaux » devraient former l'épine dorsale de l'Administration publique, l'organisme simple et ordonné, mis au service du public sous



la protection des lois et des règlements. Peu à peu, au contraire, du fait de l'ignorance des hommes de gouvernement ou de la tendance maniaque de l'Etat souverain à tout envahir, la bureaucratie en est venue à prendre des proportions de plus en plus gigantesques, à s'imposer par son influence et son nombre, à dénaturer sa fonction propre jusqu'à considérer le public comme étant à son service.

A combien s'élève l'inflation bureaucratique de l'Etat ? Combien y a-t-il d'éléments en sur-nombre répartis dans les différents services ? Combien de fonctionnaires, employés, subalternes dans les administrations de l'Etat, des Provinces, des Communes, des Offices du Domaine, des Monopoles, des Chemins de fer, du ravitaillement, dans les organismes autonomes, les services et les diverses entreprises étatisées ou municipalisées ?



De la bureaucratie d'Etat, on est ensuite passé à la bureaucratie para-étatique.

Les Chambres de Commerce, institutions florissantes au siècle passé, nées avec un système électif dans les milieux industriels, commerciaux et agricoles pour la protection de chaque catégorie et la coordination des intérêts respectifs, avec des fonctions statistiques et autres, se sont

transformées depuis quelques années en organes para-étatiques, avec des méthodes bureaucratiques et des fonctions de contrôle s'exerçant sur ceux-là mêmes qui à l'origine les avaient créées.

Il en est résulté la nécessité de recourir à de nouveaux organismes pour la protection et la représentation des intérêts de chaque catégorie, et ainsi sont nées les diverses Associations, de sorte que maintenant existent et fonctionnent des doubles emplois, qui coûtent très cher, compliquent la vie et même créent quelquefois des conflits de compétence fort dommageables à la Nation.

Eux-mêmes, ces organismes créés directement par la classe des industriels, des commerçants et des agriculteurs pour mieux organiser le développement de leurs activités respectives, suivent les méthodes adoptées pendant les vingt dernières années par l'Etat — dit corporatif mais pratiquement patron — et agissent de façon absolument indépendante et arbitraire, avec des méthodes vexatoires et anti-économiques.

\*

La bureaucratie, trop puissante, très coûteuse et parasitaire, ramène tout droit au totalitarisme ; elle considère le citoyen comme un atome non différencié et anonyme de l'Etat ; elle dénature l'essence même de l'Etat, qui est né et doit

subsister en tant qu'organisme tutélaire de l'individu dans le cadre des lois et ne doit ni être, ni se considérer l'arbitre et le maître de toute chose.

De plus cette encombrante ingérence bureaucratique de l'Etat, les entraves mises à l'importation des matières premières et à l'exportation des produits, les obstacles apportés à la circulation des devises et beaucoup d'autres limitations arbitraires paralysent le travail de quiconque serait animé de volonté constructive, agissent sur les frais et ralentissent le rythme de la production, diminuent l'autorité et affaiblissent l'intérêt de ceux qui ont la responsabilité d'une entreprise.

### *Excès des charges fiscales.*

On perpétue dans notre organisme économico-financier une sorte de trouble de la circulation du sang, de la gravité duquel les Italiens devraient s'occuper en toute diligence.

Pour alimenter des organismes de formation artificielle, et par suite naturellement parasitaires, on porte jusqu'à l'extrême le prélèvement fiscal ; mais précisément parce que le produit qui en résulte est appliqué à l'alimentation de ces organes hypertrophiques, des organes dont le fonctionnement est nécessaire restent en état d'anémie.



Dans toute entreprise, l'administrateur se préoccupe de proportionner les frais aux rentrées, et quand il constate que ceux-là tendent à dépasser celles-ci, à supprimer le profit et à créer le déficit, il s'empresse d'y remédier et élimine tout ce qui n'est pas strictement nécessaire, avec l'intention de remettre le budget en équilibre et si possible en excédent.

L'Etat, au contraire, a un curieux mode de procéder, qui lui appartient en propre : pour tout nouveau chapitre de dépense, il recourt à de nouvelles rentrées, soit en renforçant les taxations existantes, soit en créant de nouveaux impôts, sans se soucier de vérifier si le coût de production de ces nouvelles rentrées ne sera pas par hasard supérieur ou tout au moins égal au bénéfice présumé, et il continue jusqu'à ce que « l'éléphantiasis » fiscale atteigne les proportions actuelles, chaotiques et paradoxales.

C'est ainsi que l'impôt sur la fortune mobilière arrive actuellement à un taux de 40 % et plus du revenu, y compris les taxes additionnelles et complémentaires, allant même dans certains cas jusqu'à l'élimination totale des revenus.

La multiplication des taxes et la superposition à celles de l'Etat de celles des Administrations locales aboutissent peu à peu à une spoliation quasi totale des contribuables, ce qui constitue un dommage évident et direct pour l'Etat lui-même, puisque ceux-ci, pour éviter d'être dé-

pouillés de leurs avoirs, finiront par renoncer à l'exercice de leur activité productrice.

Quel industriel sera incité à renouveler ses machines, quel commerçant sera poussé à introduire des marchandises nouvelles, si le fruit de son travail, grevé déjà des nouveaux frais et des risques auxquels il peut être exposé, doit être absorbé par une taxation spoliatrice ?

La maxime du législateur romain s'applique ici : « On doit tondre la brebis, mais non pas l'écorcher », maxime que la fable d'Esopé a exprimée pour l'éternité de façon incisive. Une brebis que celui qui la tondait blessait et tailladait, lui dit tout à coup : « Si tu veux la laine, tiens-toi plus haut, si au contraire tu veux la chair, ne me torture pas, tue-moi et que ce soit fini ».



Au sacrifice des contribuables ne correspond pas un développement social plus avantageux et plus harmonieux. Aussi le **contribuable**, constatant la stérilité de son effort financier, s'arme contre les prétentions du Trésor d'un esprit de résistance obstinée.

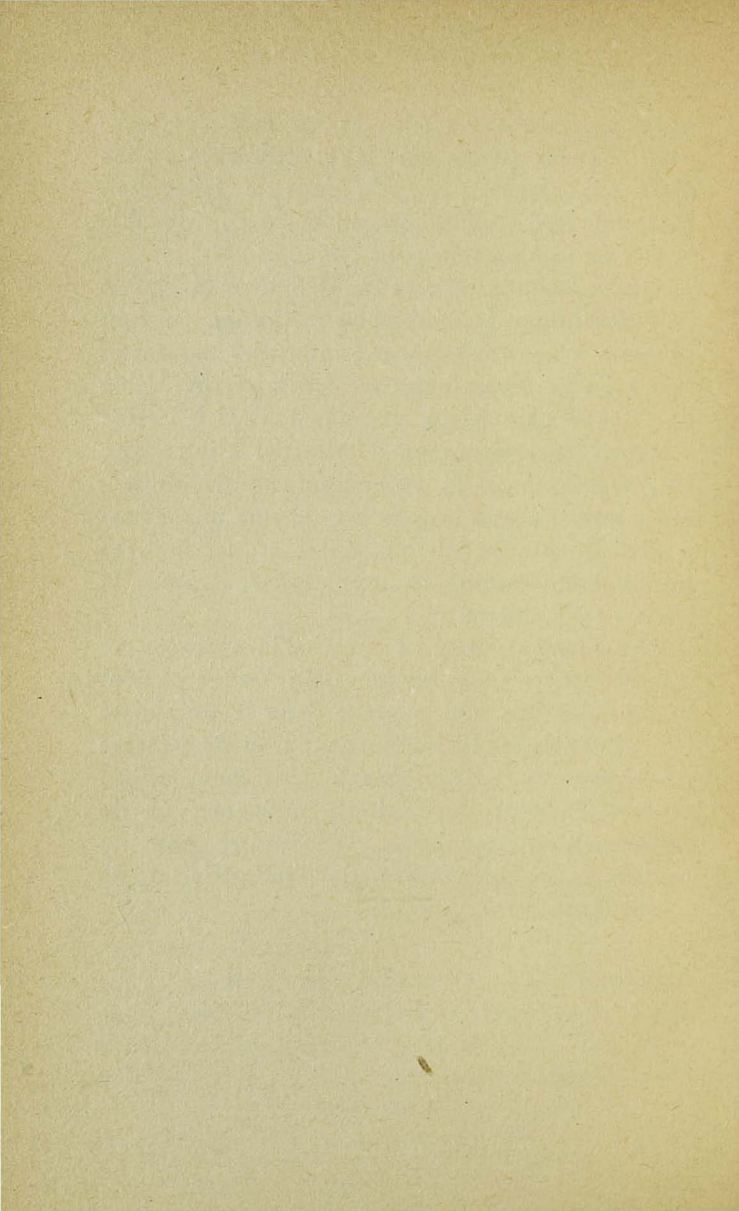
La taxation est malheureusement désormais fondée sur les fausses déclarations et les évasions habituelles, justifiées d'ailleurs par des taux exagérés. Il y a là un cercle vicieux dont on ne

sait plus comment sortir : le fisc met des taxations élevées parce que le contribuable italien n'est pas sincère ; et, du fait de l'élévation excessive des taux d'imposition, le contribuable italien ne sait plus être sincère.

Quel avantage retirera en définitive la Nation de l'application de semblables méthodes, qui font obstacle à un accroissement industriel naturel et sain ? Et ne serait-il pas au contraire préférable de viser le plus grand rendement fiscal à longue échéance et d'encourager l'industriel à introduire les améliorations lui permettant un développement rationnel des installations et une intensification de la production qui, en se consolidant, se traduiraient ensuite en un avantage pour la Nation tout entière.

Actuellement il y a trop d'incertitudes et d'incohérences dans les actes du Gouvernement et dans les lois, qui mettent dans la perplexité les industriels et les épargnants ; trop de facteurs de dépression et de méfiance, pour qu'on puisse espérer l'apport de capitaux nationaux et de financements étrangers, si nécessaires pour la reprise et le bien futur de l'industrie et de l'agriculture.





DEUXIÈME PARTIE

---

CONDITIONS  
DU REDRESSEMENT





## CHAPITRE V

## LE SALUT EST DANS LA PRODUCTION

---

*Foi dans l'avenir et sens pratique.*

Mais il faut reprendre foi dans notre avenir.

Depuis trente cinq ans, l'Italie vit dans un état de surexcitation malade et dans l'anormal. Nous avons eu la première guerre de Lybie ; la première guerre mondiale, les luttes civiles qui l'ont suivie ; la seconde guerre de Lybie ; la campagne d'Ethiopie ; la guerre d'Espagne ; l'Albanie. Nous avons dépensé les ressources italiennes hors d'Italie et, au lieu de semer pour récolter ensuite, nous avons tout perdu.

Puis ce fut la seconde guerre mondiale, effroyable, et où nous avons été défaits ; les gaspillages et les dilapidations suivis de politiques financières irréfléchies, engageant un ensemble de dépenses bien au-delà des revenus et des possibilités, pratique que nos anciens, comme je l'entendais souvent dire à mon père, appelaient « la queue qui mange la tête ».

Finalement, dernière calamité, mais non moins grave que les autres, la période d'après-guerre, qui, espérons-le, touche maintenant à sa fin.

Dans l'ensemble, une série ininterrompue d'événements d'une extrême gravité, à l'occasion desquels il faut répéter que, si les Italiens sont encore en vie, cela signifie qu'on peut avoir pleine confiance dans la renaissance de l'Italie, parce que son organisme est sain et s'appuie sur un solide fonds naturel. S'il en était autrement, les Italiens seraient maintenant disparus de la surface de la terre.

Foi donc, mais aussi bonne volonté, esprit pratique, et surtout que soit bannie et condamnée toute démagogie !

### *Dissiper les illusions démagogiques.*

Les conditions très graves où se trouve l'Italie imposent qu'entre le criterium social et politique (emploi maximum de la main-d'œuvre), et le criterium économique et industriel (production maxima, fondée sur un large usage de la machine et des moyens les plus modernes, entraînant nécessairement l'octroi du bénéfice maximum à ceux qui travaillent), c'est ce dernier qui doit prévaloir, parce que c'est seulement ainsi qu'on pourra assurer le bien-être de la Nation.

Il faut d'abord faire de l'économie et non de la politique. De même que dans la vie privée

chacun règle sa vie d'après ses moyens, on doit non pas asservir l'économie à la politique, comme il a été fait en Italie depuis des décades, mais bien régler la politique en prenant pour base les exigences et les possibilités économiques.

En fait, les industries existent et aussi les moyens pour les faire vivre et les développer ultérieurement ; mais les entraves et les obstacles qui s'opposent à la libre initiative empêchent les résultats d'être satisfaisants.

Il faut donc mettre en évidence les mauvais systèmes et les interférences délétères, dans l'espoir qu'une fois le mal identifié, on arrivera à éliminer les forces antagonistes et qu'on pourra travailler sérieusement et efficacement dans l'intérêt suprême de la Nation.



L'habitude de chercher à faire supporter par l'Etat les charges et les dépenses, surtout quand on en tire un bénéfice direct a toujours été très répandue de la part des administrations ou des particuliers, à qui il importe peu que le poids retombe en définitive sur les 46 millions d'Italiens, poids qui devient insupportable par suite de la multiplication des opérations et des proportions gigantesques atteintes par les chiffres actuels, et qui ont porté le pays à un tel degré



de misère que beaucoup de ceux qu'on appelle encore des bourgeois doivent vendre leurs vêtements et leurs meubles pour acheter leur pain quotidien.

Celui qui ne paye pas d'impôts croît être exempt de cette charge, bien qu'il la retrouve en partie dans les impôts indirects et dans la diminution du pouvoir d'achat que tous déplorent sans en trouver la raison. Telle est la source des idées qui inspirent les programmes des partis subversifs, lesquels n'hésitent pas à porter préjudice à la Nation, si même certains n'ont la volonté de le faire. Et cependant nous avons déjà fait récemment la triste expérience de ces systèmes !

Répétons-le, pour que la richesse soit répartie, il faut d'abord qu'elle soit produite et consolidée. Si au contraire on lui fait obstacle, si on la disperse ou si on la gaspille, on n'aura plus à répartir que de la misère.

Ainsi le fascisme qui s'interposait entre les employeurs et les ouvriers promettait beaucoup ; mais les avantages constitués par toutes les prévisions imaginées et toutes les subventions projetées étaient mis sur le papier et restaient toujours à l'état de promesses. Un tel fait est cependant en lui-même très important parce qu'il établit l'affirmation d'un principe ; mais il est resté jusqu'à présent au stade de l'énonciation théorique parce que les résultats en monnaie courante ne furent jamais portés au niveau des nécessités et moins

encore à celui des cotisations versées à l'Institut de Prévoyance sociale.

*Assainir la mentalité économique.*

**Notre misère cessera définitivement quand tous ceux qui sont aptes au travail travailleront profitablement.**

A la base du travail il doit y avoir partout et en tous cas, la collaboration, c'est-à-dire l'étroite combinaison des activités réciproques, étant donné que personne ne peut être à même de faire à lui seul tout ce dont il a besoin, mais que chacun doit nécessairement accepter et demander plus ou moins l'intervention d'autrui.

La bourgeoisie a besoin du prolétariat, comme le prolétariat a besoin de la bourgeoisie. C'est toujours l'application de l'apologue bien connu de Menenius Agrippa sur les membres et l'estomac, qui contient dans sa simplicité une des règles fondamentales de la vie sociale. La vie en commun implique nécessairement la collaboration réciproque qui exige, par voie de conséquence, la tolérance mutuelle.

Mais tant que, parmi le peuple, il y aura des individus qui, dans l'espérance d'un bien promis, s'abstiendront de travailler pour le présent, et tant que, parmi les classes bourgeoises, il y en aura qui, alléchés par des gains faciles, s'adon-

neront à des trafics malhonnêtes, on ne pourra véritablement espérer cette collaboration qui ne peut donner ses fruits bienfaisants que si elle est fondée sur certaines qualités morales fondamentales.

A ce sujet, il est triste de constater que, lorsque prévalent certains états d'âme, de haine et d'humeur chagrine, la masse se préoccupe moins d'acquérir plus de bien-être, que du fait que d'autres puissent s'élever et tendre à l'aisance et à la richesse. Elle semblerait ainsi préférer la répartition uniforme de la misère, à son amélioration propre dans un Etat où se maintiendraient les différences de conditions sociales.

Cette conception monstrueuse provient surtout de l'abrutissement déterminé par l'ignorance et le désespoir, du manque de confiance en soi et de l'envie qui, dans les esprits enténébrés, assimile le noble travail du producteur à la vulgaire activité du profiteur occasionnel.

De tels états d'esprit auraient pour résultat de condamner la société à une indigence éternelle et au plus noir esclavage. Ils trouvent un milieu propice dans les périodes de calamités et de catastrophes, qui amènent des troubles psychiques, des souffrances matérielles aiguës et prolongées ; et où des hordes d'exploiteurs se précipitent sur les peuples épuisés.

L'opération de guérison et d'amélioration spirituelle, nécessaire pour ramener les masses



au niveau des peuples civilisés, devient alors fort délicate.



Tout le monde a, toute prête, une révolution qui promet des effets miraculeux, mais on n'a pas encore proposé la plus modeste : travailler à plein et bien.

Or le travail à plein ne s'obtient pas sous la férule de l'iniquité mais sous l'aiguillon de l'intérêt personnel ; le bon travail s'accomplit sous la direction de la meilleure compétence.

Tant que la compétence ne remplira pas cette fonction naturelle d'humanisation du milieu économique, de médiation et de garantie d'équité, les heurts continueront et s'exaspéreront au détriment général. Et nous entendrons répéter jusqu'à la nausée : « l'atelier aux ouvriers, la terre aux paysans ». On devrait, pour être logique, dire aussi : « les hôpitaux aux infirmiers, les banques aux garçons de salle, les écoles aux appareilleurs » et ainsi de suite.

En résumé, le bien-être du pays ne se réalise pas par des mouvements de rue, par des artifices frauduleux, par la guerre civile, par la haine de classe, en coupant la tête aux uns et en rognant les ailes des autres, mais en augmentant la richesse, et celle-là s'obtient seulement par la capacité et la ténacité dans le travail.

La vie est ce qu'elle est, et on ne peut pas la changer simplement en proclamant ou en imposant une théorie sociale donnée.

Quant au progrès, c'est l'œuvre des pionniers qui savent guider les peuples par leurs idées. Ce sont les savants, les artistes et poètes, les vrais hommes d'Etat, les grands réalisateurs, les inventeurs. Ce sont ces hommes peu nombreux qui posent par leurs travaux les principes fondamentaux ouvrant la voie. Mais cette œuvre saine et efficace ne peut se développer que dans un régime de liberté.

## CHAPITRE VI

## TOTALITARISME OU LIBERTÉ ?



La richesse d'aujourd'hui est certainement supérieure à celle d'il y a 30 ou 35 ans, malgré tous les gaspillages et toutes les destructions de cette période si tourmentée. Le malaise présent ne doit pas nous faire oublier l'accroissement de population qui s'est produit dans ce laps de temps : il y a 13 millions d'Italiens de plus auxquels il faut subvenir. Certainement, dans une vingtaine d'années, la richesse sera encore de beaucoup supérieure, pourvu que les leviers de commande fonctionnent régulièrement et soient tenus par des mains capables.

Nous nous trouvons, alors, en face de deux systèmes complètement opposés et en lutte ouverte : le bolchevisme communiste et le libéralisme. Lequel de ces deux systèmes permet la plus rapide production de la richesse ? Lequel procure le standard de vie le plus élevé ? Lequel accorde la plus large liberté à l'individu ? Les réponses peuvent être fournies par des comparaisons entre les résultats.



*Stérilité du Collectivisme.*

Mario GHEDINI explique que, même dans le communisme russe, la propriété privée, qui avait été complètement supprimée, y est maintenant, après tant d'années, réintroduite par la force des choses.

Le système économique se subdivise aujourd'hui, d'une part en « biens de production et d'échange », c'est-à-dire industries, terres, mines, navigation, etc..., qui appartiennent exclusivement à l'Etat ou à des coopératives contrôlées par des fonctionnaires publics ; d'autre part en « biens de jouissance », c'est-à-dire argent, maisons d'habitation, meubles, vêtements, etc..., qui peuvent être reconstitués en propriété privée.

Toutefois, GHEDINI observe dans ses « Traits du système économique russe » au chapitre sur les professions intellectuelles et les arts : « Un vice essentiel de l'organisation de ces professions consiste à ce qu'elle tend à mettre obligatoirement et à maintenir sur un pied égal des personnalités qui tendent naturellement à progresser et à se libérer selon leurs capacités ».

Etant donné les principes d'un milieu absolument totalitaire, comme se pourrait-il que l'idée de nivellement fût exception pour les professions intellectuelles et les arts ?

Mais alors même que cela se réaliserait, comment l'intellectuel pourrait-il être rémunéré, puisqu'il n'y aurait personne à même de le payer convenablement dans un pays où la propriété privée est limitée aux biens indispensables de jouissance et où la circulation de la monnaie est réduite au minimum ? On se rappelle l'amusant dialogue entre l'optimiste et le pessimiste ? Le premier disait : « Si ça continue comme ça, nous en serons bientôt tous réduits à demander l'aumône » ; et le second de riposter : « Et qui est-ce qui pourra la faire ? »

L'Etat seul dispose de fonds et c'est la bureaucratie qui les manie, leur donne leur destination et les distribue selon des plans déterminés et à sa discrétion : l'intellectuel devrait donc accepter l'estimation du bureaucrate ou du chef de parti.

Une situation analogue se dessinait déjà en Italie au temps du régime fasciste et du droit corporatif, si bien qu'insensiblement et systématiquement en venaient à être presque isolés des intellectuels et des artistes très distingués, d'une renommée et d'une valeur indiscutées, uniquement parce qu'ils n'adhéraient pas à l'Etat totalitaire et aux organisations de faction, ou encore parce qu'ils n'étaient pas reconnus de race aryenne. C'est pourquoi la plupart d'entre eux avaient été contraints à se retirer de leur vie professionnelle. Dans le même temps d'autres, dont les mérites professionnels étaient inverse-

ment proportionnels à leur esprit de faction, étaient favorisés et protégés uniquement parce qu'ils étaient appuyés avec autorité par des parents et des amis.



Même le dirigisme mitigé paralyse les individus et mène les nations à la ruine.

Nous voyons par exemple qu'en Grande-Bretagne l'ouvrier ne travaille pas au-delà de la limite qui lui assure le gain journalier suffisant à acquérir ce qui lui est attribué par les cartes d'alimentation et d'habillement et les quelques plaisirs qui lui sont permis dans le pays : il refuse donc de travailler pour la part que l'Etat projette de bloquer en vue de l'assainissement de la devise nationale.

On doit noter que l'ouvrier montre ainsi qu'il n'a pas confiance précisément dans ce gouvernement travailliste dont il devrait partager pleinement les idées puisque c'est lui qui l'a librement choisi. Il lui refuse les moyens de faire face à la difficile situation financière et évite d'épargner ; peut-être a-t-il l'intuition que les gouvernants socialistes — n'étant pas habitués à administrer leurs biens propres mais travaillant aux frais d'autrui — appliquent des programmes contraires à la réalité, inévitablement destinés



à conduire à l'insuccès, au gaspillage, à la décadence de la vie nationale.

\*

Voyons ce qu'a fait au contraire la Belgique, qui, elle aussi, a été ravagée par la guerre. En deux années, elle a remis l'ordre dans ses affaires et a repris la vie normale, active et productive. Tout en conservant les diverses tendances politiques, elle n'a eu qu'un programme, le travail, et qu'une aspiration, la reconstruction du pays. Tel fut le résultat de la politique réaliste et conciliante du premier ministre socialiste VAN ACKER, obéissant au principe : « *Concordia parvæ res crescunt ; discordia maximæ dilabuntur* » — par la concorde, les petites choses croissent ; par la discorde, les plus grandes vont à leur ruine.

Chez nous au contraire, après tant d'années d'économie autoritaire, même les porte-parole des partis d'ordre persistent dans le dirigisme, soit inconsciemment, soit par faiblesse.

### *Références du Libéralisme.*

La dernière période de l'époque contemporaine a été si dynamique que les hommes ont été surpassés par les innovations techniques et

l'apport d'une civilisation très avancée et n'ont pas su en tirer les bénéfices correspondants.

Il importe en effet de se rendre compte que la situation actuelle est seulement le point de départ d'une humanité qui jusqu'à présent n'a pas eu à sa disposition les moyens mécaniques nécessaires pour créer la richesse et qui n'a pu faire qu'une petite partie de ce que permet la technique moderne.

Cela tient à ce que les dernières décades ont été dominées par un malheureux esprit de guerre et, prises par la folie des protectionnismes et des autarchies, ont fini au milieu des destructions et des dévastations.



La vie industrielle, qui a complètement bouleversé l'économie du passé, a eu des périodes de grande splendeur suivies malheureusement de fortes crises, que ceux qui prétendent révolutionner le monde imputent de façon simpliste à ce système capitaliste qu'ils voudraient anéantir.

Mais les raisons sont moins simples, bien qu'aisément déterminables, et ne sont pas imputables au système capitaliste, mais plutôt aux guerres, aux révolutions qui les ont suivies, à l'incapacité et aux ambitions des nouvelles classes dirigeantes improvisées, aux déséquilibres

politiques et économiques qui en ont résulté, et principalement à l'appauvrissement général qui est survenu.

Il ne faut pas oublier qu'avant la première guerre mondiale il y eut une longue période pendant laquelle l'industrialisation porta l'Europe à un haut degré de bien-être et d'enrichissement, dûs au progrès technique et à la possibilité d'échanges faciles. Mais au moment où la richesse se réalisait et se généralisait graduellement par les applications du progrès, la Guerre éclata.

La Russie fut éliminée, la Pologne avec laquelle elle pratiquait de larges échanges s'étant séparée d'elle. L'Empire des Habsbourg ayant cessé d'exister, la Hongrie et la Yougoslavie, pays agricoles, furent séparés de l'Autriche, de la Bohême et d'une partie de la Silésie, pays industriellement modernisés. L'Amérique du Nord se renferma dans un fatal isolement. Quelques-unes des plus grandes nations européennes en furent réduites à une politique protectionniste (qu'on se rappelle la Grande-Bretagne et la conférence d'Ottawa) et même à une politique autarchique.

C'est ainsi que se détermina la rupture d'un système et d'un équilibre qui s'étaient librement créés. Des régions industrielles se trouvèrent sans possibilités de débouchés, tandis que d'autres régions étaient complètement privées d'industries et de moyens d'échange. Il en résulta les plus



désastreuses conséquences économiques, qui, en même temps que le développement des idéologies les plus folles, ont contribué à déclencher la dernière guerre mondiale.

\*

Le plan Marshall tend précisément à faire revivre un nouvel équilibre avec l'idée d'abolir, dans l'intérêt de tous, un compartimentage étroit et le système du régionalisme, pour établir de vastes territoires, qui permettent de larges échanges, et ainsi d'obtenir par la coopération les meilleurs résultats.

Dans une telle économie, **on peut avoir à faire face à de grandes crises, mais celles-ci, étant alors l'effet d'une surabondance de production, sont bien plus faciles à guérir.** Il en est tout autrement dans une économie où les produits font gravement défaut ; comme dit le vieux proverbe : « *Melius est abundare quam deficere* » — il vaut mieux avoir trop que manquer.

*Nécessité d'opter.*

On sait que la liberté est le plus grand bien auquel aspire tout être humain et qu'elle appartient à celui qui sait se gouverner lui-même par sa capacité, son activité, sa moralité. Dans

l'ordre pratique elle apporte à ceux qui sont pourvus de bon sens le maximum de bénéfice, et dans l'ordre moral elle constitue la plus haute récompense de la dignité humaine ; or **il n'y a pas de vraie liberté sans l'indépendance économique.**

La fonction de l'Etat consiste à protéger les droits du citoyen, non pas à donner à l'économie privée une direction contraire à sa volonté. Le citoyen doit être libre dans le développement de l'activité à laquelle il s'est consacré ; qu'on ne lui impose pas d'entraves par des organisations et des directions qui en limitent le travail et lui sont préjudiciables.

Or le propre de la politique totalitaire est de tenir les individus dans la servitude et la misère, parce que le bien-être s'accompagne d'un esprit de liberté et d'indépendance qui se dresse contre les contraintes systématiques et réagit à toute offense contre le droit. C'est aussi une tactique de cette politique que de maintenir une tension constante contre les autres pays, afin de justifier la suppression de la liberté à l'intérieur et d'assurer ainsi la prédominance du parti au pouvoir.

Nous qui avons vu et connu ce qu'a été la dictature fasciste, dégénérée et aggravée pendant les dix dernières années, nous ne pouvons pas — si nous voulons être sincères et logiques — ne pas reconnaître que le bolchevisme est dans son principe le même système.

Mais chez nous il existe une bourgeoisie formée par son travail, et tout travailleur a la voie ouverte vers l'ascension sociale. Ce n'est pas le cas dans un véritable état totalitaire : là domine, en effet, une classe fermée, constituée par le parti unique qui dispose, par un choix arbitraire et absolu, de ceux qui devraient être des citoyens, mais qui sont au contraire réduits à n'être que des entités sans droits et sans défense, soumises à la volonté de l'Etat.

On connaît la définition du fascisme : « dictature absolue, tempérée par la corruption et le désordre ». Dans le bolchevisme communiste le poids de la dictature ne peut être tempéré ni mitigé ; non pas que la corruption et le désordre n'y existent aussi, mais parce que le nivellement par le bas engendre un état de misère tel que la masse amorphe perd toute possibilité de réaction.

Il faut donc choisir entre la liberté et l'oppression, entre le progrès et l'obscurantisme, entre la porte ouverte et le rideau de fer. Et quand on se sera décidé, il faudra agir en conséquence, parce qu'on ne peut pas naviguer avec le feu à bord et une partie de l'équipage qui verse de l'huile sur les flammes.





En ce qui concerne la vie économique, il faut également sortir de l'équivoque et choisir entre deux systèmes : ou bien l'Etat devient le capitaliste unique qui fixe et règle la production suivant un plan, ou bien il laisse le champ libre à la propriété privée et à l'initiative individuelle. **Continuer avec le système hybride de l'initiative privée contrôlée par l'Etat ne fait que compliquer les choses, créer la confusion et entraver la production.**

Seule la considération de l'avantage personnel peut induire les hommes à se sacrifier dans le travail et leur donner le sens de la responsabilité. Cela ne peut être le cas du fonctionnaire délégué : dans les entreprises privées, celui-ci sera toujours un intrus, naturellement porté à l'indifférence et à l'inertie, un élément parasite et encombrant. Les dictons populaires viennent ici à propos : « Celui qui travaille pour lui-même fait le travail de trois » et « Mieux vaut un homme médiocre dans ses propres affaires qu'un homme habile dans celles d'autrui ».

En outre la Nation ne peut continuer à entretenir toutes les industries anti-économiques, créées en régime d'autarchie, qui ont englouti des centaines de millions de liras de valeur appréciée, qui ont vécu à la charge des activités préexis-

tantes (en particulier de l'agriculture dont elles ont aggravé la misère) et qui, produisant à des prix prohibitifs, sont incapables de soutenir un régime de saine concurrence.

C'est donc en laissant à quiconque exerce une activité, sa pleine liberté dans le cadre des justes lois, que l'État apportera aux initiatives privées une aide véritable et saine.



« *Honeste vivere ; neminem lædere ; unicuique suum tribuere* » — **Vis honnêtement ; ne nuis à personne ; donne à chacun ce qui lui revient.** Ces brèves idées résumaient les fondements du droit et les maximes intangibles de la vie sociale ; et on ne pourrait exprimer sous une forme plus chargée de pensée et plus concise toute la science juridique du sage législateur romain.

## CHAPITRE VII

## RÉALITÉS ÉCONOMIQUES

---

*Formation de la richesse.*

La richesse se forme par l'activité laborieuse et par l'épargne, et quand elle a commencé à se former et à se consolider, la prospérité s'étend graduellement et automatiquement parmi tous ceux qui travaillent, et tous en bénéficient : c'est ce qu'on appelle l'élévation du standard de vie d'un peuple. Le travail doit donc être favorisé et encouragé et, si on souhaite réellement le bien-être des masses, il ne faut pas leur inculquer seulement la conscience de leurs droits, mais aussi le sentiment de leurs devoirs et de la discipline personnelle.

Pour créer la richesse, il faut produire bien et ne pas dépenser mal, précisément le contraire de ce qui arrive si fréquemment. On doit se rappeler que les deniers définitivement gagnés sont ceux qui ne sont pas dépensés et qui, par la clairvoyante parcimonie de l'individu, constituent le premier noyau de l'épargne.



**Le capital est le fruit de la somme des économies qui ont été ainsi faites par ceux qui ont travaillé et ont su épargner ; et sa destination logique est d'être remis en circulation pour s'associer encore avec le travail, le faciliter, en consolider les résultats, le rendre plus productif, de façon qu'il se forme une autre combinaison, qui soit l'origine et la source d'une richesse nouvelle.**

La richesse et le bien-être ne peuvent pas se créer tout d'un coup et être distribués simultanément à tous. Ils sont comme l'oasis qui constitue le début du bien-être mis à la disposition des caravanes qui passent ; mais qui ne peut s'agrandir que peu à peu pour couvrir graduellement le désert. Il est fou de penser que le désert puisse tout d'un coup être transformé en une oasis unique, sur le simple ordre d'un chef ou d'une disposition législative : il y faut un travail continu, rationnel et tenace, comme celui qui est nécessaire pour la formation des patrimoines individuels.

### *Orientation des efforts producteurs.*

Nous en sommes à l'heure des plans et des « planifications ». Tous veulent se faire planistes, réformateurs. Mais ne pense-t-on pas que depuis des dizaines d'années on discipline continuellement l'industrie, l'agriculture et le commerce ; on impose de nouvelles obligations et de nou-

veaux contrôles, ce qui a pour résultat d'alourdir tous les organismes, de créer toujours de nouveaux chapitres de dépenses, de rendre irresponsables les organes compétents et de conduire au désastre économique ?

Veut-on persister dans la même voie ?

Le professeur Giuseppe POZZIO, dans le rapport présenté à Milan au Congrès national de la Reconstruction industrielle en Septembre 1946, s'exprimait ainsi : « Les règles et les médications universelles n'existent pas, surtout lorsque, comme c'est le cas en Italie, le milieu est fortement différencié selon les régions ».

Il importe donc de supprimer des réglementations et des contrôles plutôt que d'en instituer de nouveaux même avec la meilleure intention, et de consacrer les crédits disponibles à la formation technique. Le vrai problème est un problème de compétence et de conscience professionnelle.



Moyennant la liberté et la responsabilité des initiatives, nous pouvons considérer l'état actuel du développement économique comme une base de départ pour la création d'une richesse et la diffusion d'un bien-être généralisé à un degré dont bien peu peuvent se faire une idée. Mais pour réaliser ce programme, il est absolument

nécessaire que notre pays soit débarrassé du parasitisme et du travail inutile et improductif.

Or seul le régime de liberté et de loyale concurrence, détermine la demande et donne sa valeur effective à un produit adopté volontairement. C'est là l'unique instrument de mesure au moyen duquel on puisse établir si le travail est ou non utile et économiquement sain.

Quant à l'utilisation économiquement rationnelle du progrès technique, le professeur POZZIO écrivait dans le même rapport :

« Les planistes qui ont des idées techniques pourront les voir réalisées dans de vastes secteurs. Qu'ils fassent connaître les idées qu'ils voudraient mettre à la base de ces plans, qu'ils les élaborent et les soumettent à l'examen. Tout le monde aura intérêt à connaître des idées sages et à les expérimenter dans les limites des possibilités et de l'économie des entreprises. Lorsque le jeu est libre, c'est fatalement le meilleur qui triomphe. Si on élimine sans distinction tous les soutiens artificiels des constructions dépourvues de solidité, ce seront fatalement les solutions et les idées bonnes qui triompheront — sans qu'il soit besoin de disciplines imposées d'autorité — et qui deviendront les directives et l'orientation générales ».



*Evolution de la répartition des activités.*

Dans leur ensemble les statistiques révèlent que la distribution de la population active dans le monde tend à un déplacement continu et uniforme vers les « services », qui prennent le pas sur les « produits ».

Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que, grâce au progrès mécanique, la production des aliments et des articles de première nécessité, qui absorbait autrefois tout le travail humain, est obtenue par un pourcentage de plus en plus limité. La machine libère l'homme des travaux lourds et le remplace avec une productivité plus grande, le délivrant ainsi de la nécessité des plus durs efforts physiques. En voici un exemple.

Une équipe de sept ou huit paysans, pourvus de machines et d'instruments modernes peut remplacer aisément le travail de cent paysans avec des moyens primitifs. Par les premiers le même travail est exécuté en temps utile, les labours sont plus profonds, les produits seront probablement supérieurs. Par l'acquisition des machines, on a procuré aux ouvriers de l'industrie mécanique les moyens d'exécuter un travail très rémunérateur. Il n'est prélevé sur les produits (blé, pommes de terre, viande, lait) que la consommation directe des familles de ces 7 ou 8 paysans, ce qui laisse une énorme quantité pour la nourriture

d'autres catégories de personnes. La consommation de carburant est bien des fois compensée par la seule épargne de la viande et de la graisse qu'aurait absorbées l'emploi des bœufs aidant les cent hommes au labourage, aux semailles et à la moisson.

Les cent hommes au contraire, travaillant sans moyens mécaniques, avec des efforts fatigants, en peinant comme des animaux, ne réussiraient pas à obtenir les mêmes produits, et ces derniers ne suffiraient qu'à grand'peine à sustenter leurs familles, ne laissant presque rien pour la population non agricole.

Dans le premier cas, la plus grande partie des produits est disponible pour l'alimentation de la population. En même temps les travailleurs qui sont ainsi devenus en surnombre ont, en aiguisant leur intelligence, trouvé à s'appliquer dans les progrès techniques, ou encore ils ont cherché à produire quelque chose d'agréable tout en pourvoyant à leurs propres nécessités vitales.

Ainsi, au lieu d'être condamnés à un travail sans rendement et parasitaire, ils se tournent vers d'autres activités qui ne sont pas strictement nécessaires à la vie, mais qui contribuent à la rendre plus confortable. Ils produisent, ils commercent, ils exploitent des ustensiles divers, des appareils de radio, des phonographes, des automobiles utilitaires, des moteurs pour bicyclettes, des frigidaires, des pistes de ski, des

stations thermales, des transports, des divertissements, etc..., etc... Et plus ils développeront dans la suite ces activités, plus grand sera le bien-être de l'humanité.

Ce processus de déplacement des activités ira toujours en croissant jusqu'à ce qu'on arrive à la saturation des moyens du confort que PANZINI définit « un dieu insatiable qui tend vers l'infini ». Cela se produira tout naturellement dans les pays qui ont à leur disposition les matières agricoles et industrielles, mais le résultat devra être atteint aussi dans les pays plus pauvres en matières premières, comme l'Italie, pour laquelle l'allègement de la population en surnombre obtenu par l'émigration, ainsi que le développement des échanges grâce à l'élargissement des grands ensembles économiques, constitueront la solution pratique.



Notre plus grand économiste, le sénateur Luigi EINAUDI (maintenant Président de la République) se demandait dans un article du 5 Mars 1947, en appuyant ses observations sur des données recueillies par le Dr JACOBSSON, de la Banque des Règlements Internationaux de Bâle : « Devons-nous... recourir à des mesures contre le dépeuplement des campagnes et nous effrayer d'une industrialisation qui, à l'épreuve des faits,



n'existe pas, si on doit entendre par industrialisation l'accroissement du nombre de ceux qui restent enfermés dans les fabriques et les ateliers ? »

Et il continuait : « La machine expulse de la fabrique une proportion croissante de l'humanité et la disperse au dehors, dans les boutiques, les bureaux, les commerces, les professions libérales, les écoles, les transports, les services publics... ».

Résumons dans un tableau les données recueillies. On y considère la répartition de 100 personnes adonnées à une activité particulière :

		Agriculture	Industrie	Services
		—	—	—
Italie	1871	62	25	13
	1936	49	29	22
France	1896	44	29	27
	1946	26	29	45
Angleterre	1911	9	47	44
	1946	5	47	48
Allemagne	1910	33	30	37
	1940	18	31	51
Etats-Unis	1870	53	23	24
	1947	17	32	51

Il résulte du tableau présenté ci-dessus que l'effectif du personnel adonné à l'industrie pendant

le dernier demi-siècle est à peu près stationnaire dans tous les pays. Dans l'agriculture, au contraire, par suite du développement de la mécanisation, il y a une forte diminution. Quant au nombre des individus adonnés à la production des services, il s'est partout énormément accru.

On doit remarquer que les « services » comprennent aussi le personnel domestique, qui, aux Etats-Unis, est très limité, tandis qu'en Italie le nombre des personnes en service est encore considérable et doit pouvoir s'évaluer autour d'un million d'unités.

En outre, s'il y a eu en Italie une légère augmentation dans l'industrie et une autre, un peu plus accentuée, dans les services, la diminution dans l'agriculture n'y a été qu'apparente, compte tenu de l'accroissement de la population, puisque l'effectif agricole est passé de 62 % sur 27 millions d'habitants en 1871 à 49 % sur 44 millions en 1946. Il y a donc eu, en valeur absolue, une augmentation d'environ 5 millions d'unités dans la population agricole passée de 16.800.000 à 21.600.000. Cela confirme la constatation que le progrès mécanique n'a pas été suffisamment réalisé en Italie, ce qui est la cause première de la misère et de toutes les questions sociales débattues actuellement.

D'ailleurs on constate que, sur cent personnes aptes au travail, 49 sont chez nous occupées à l'agriculture contre 17 seulement en Amérique.

Nous ne pouvons certes pas prétendre rivaliser dans ce domaine avec ce peuple, soit quant aux aptitudes, soit quant aux ressources, soit quant à la qualité et la nature des terres. Pourtant nous pourrions dans un premier stade descendre à 35 ou 40 %, pour arriver par un autre bond à 30 % ; ce pourcentage tient compte que nous avons (et devrions avoir davantage encore) des cultures spéciales — l'olivier, la vigne, les fruits — demandant une main-d'œuvre nombreuse et que beaucoup de terrains sont accidentés ; ce pourcentage comprend également la main-d'œuvre des industries annexes locales grâce auxquelles les ouvriers ruraux peuvent être employés l'année entière.



## CHAPITRE VIII

## POSSIBILITÉS SOCIALES

*Pouvoir d'achat et plein emploi.*

L'augmentation constante de la population en état de travailler s'évalue à 300.000 unités par an, pour lesquelles il est nécessaire de trouver une occupation profitable.

Mais cela n'est pas réalisable par la méthode qui consiste à occuper la plus grande quantité possible de main-d'œuvre dans la production d'une même masse de produits, procédé qui se traduit d'une part par une augmentation du prix unitaire de ceux-ci, d'autre part par de maigres traitements aux producteurs.

Or si une catégorie sociale ne peut dépenser pour se procurer des vêtements (ne parlons pas de la nourriture), pour se divertir, pour voyager, ce sera autant de moins d'argent mis en circulation et par suite autant de moins de travail et autant de moins de mouvement commercial. On en vient ainsi à la théorie des hauts salaires préconisée par FORD, qui a été si avantageuse en

**Amérique... mais de hauts salaires gagnés en travaillant, non pas payés inutilement à des parasites.**

\*

Le phénomène du chômage n'a rien à voir avec la forme de la production, si bien qu'il existe en tout temps et en tout lieu, indépendamment de l'organisation du travail et des disciplines qui le règlent. Il est déterminé par les diverses crises, plus ou moins étendues, et aggravé par le concours de ceux qui ne savent, ne peuvent pas ou ne veulent pas travailler et restent ainsi inactifs à la charge de la société.

S'il s'agit de chômage provisoire pendant la période nécessaire au travailleur pour trouver un emploi ou pour se diriger vers une autre activité à la suite d'une réduction de travail dans une industrie déterminée, ce n'est pas un paradoxe d'affirmer que, jusqu'à une certaine limite, cette réduction de travail est avantageuse pour la collectivité. C'est un axiome que le plein emploi de toutes les industries n'a lieu que quand la production ne suffit pas à la consommation et que la demande est hors de limite ; les produits sont en pareil cas ordinairement médiocres.

Quand on travaille en moyenne dans une même catégorie d'industrie à 90 % (ce qui correspond pour les uns à 100 %, pour d'autres

à 90, pour d'autres à 85 ou 80, pour d'autres même à l'inactivité complète), il se détermine une sélection parmi les produits, parmi les travailleurs et parmi les industriels, ainsi qu'une concurrence quant au prix et à la qualité des marchandises à l'avantage de tous les consommateurs.

En régime totalitaire on travaille toujours à 100 % et cela est présenté comme étant l'idéal du travail. La vérité est au contraire qu'on n'arrive jamais ainsi à produire tout ce qui est nécessaire à la consommation. La production est médiocre et insuffisante ; elle n'est pas soumise à la concurrence, et par suite le consommateur doit accepter la marchandise quand et comme elle est produite, et payer le prix qui est fixé par l'Etat. Sans doute n'observe-t-on jamais alors une crise, mais par contre une misère permanente.

\*

Un phénomène analogue se présente chez nous dans l'agriculture. La production insuffisante du blé crée pour la Nation un état de misère, auquel on cherche depuis des années à remédier par la commercialisation obligatoire et la carte de pain ; cependant l'agriculture est en pleine activité et peut vendre au marché noir en bénéficiant d'un gain illégitime.



Il en est également ainsi dans le travail industriel, aujourd'hui où dans le monde entier il y a pénurie des produits de toute nature. Ceux qui disposent de matières premières, d'installations et de personnel travaillent à plein ; travaillent aussi ceux qui ne font pas de bons produits et qui, à la première crise ou quand le travail sera réduit aux 90 % de la normale s'arrêteront : mais c'est précisément ce phénomène qui a donné lieu au proverbe vénitien « à défaut des chevaux, ce sont les mulets qui trottent ».

Aussi ne faut-il pas croire que le commerce puisse continuer à présenter sa physionomie actuelle, déterminée par la rareté des marchandises et par la grande demande. Des jours viendront où le commerce devra rechercher le client, et alors ceux-là seuls qui seront au point techniquement et administrativement pourront se maintenir ; les autres sombreront.

### *Intérêt et limites des coopératives.*

Certains pensent que, par l'institution de coopératives de vente, on pourrait obtenir une réduction des prix en rapprochant le consommateur du producteur. Il y a là une croyance erronée, qui ne crée que des illusions. Le commerce a besoin de grossistes, de détaillants, d'artisans, etc..., qui constituent autant de degrés intermédiaires indispensables et pour lesquels

sont requises des compétences spéciales et une longue expérience. Les coopératives répondent à certains besoins, mais il ne faut pas prétendre en généraliser le principe.

Il est certain que, si le directeur de la coopérative a les qualités requises pour un bon négociant, il sera difficile de faire prospérer la coopérative elle-même sans reconnaître son travail de façon tangible, particulière et directe, ce qui finira par annuler le principe même de la coopérative, qui, pour être fondée sur l'altruisme exige le nivellement.

D'un autre côté, en régime normal, les coopératives elles-mêmes ne pourraient pas modifier grand'chose, puisqu'elles aussi devraient payer les marchandises, supporter les frais d'organisation et de vente, et courir les risques inhérents au commerce. On ne pourra penser non plus à les exempter des impôts et des taxes en renouvelant avec plus d'extension le grave abus qui a été commis pour les industries du marbre de Carrare et en remettant en vigueur une loi qui en son temps a été faite « sur mesure ».

### *Economie familiale.*

Il est nécessaire que l'organisation économique familiale s'oriente vers les systèmes et les méthodes des Américains qui, pour réduire au minimum le travail quotidien se servent de machines et

d'ustensiles domestiques, usent de viandes et de légumes opportunément préparés par des rôtisseries et des magasins d'alimentation, où se trouvent à l'heure des repas des aliments frais, excellents, tout prêts et à bon marché. La préparation de ces mets ne demande aucun travail spécial à la maîtresse de maison qui peut se consacrer à un travail professionnel, à un emploi ou à l'éducation de ses enfants.

L'institution des jardins d'enfants pour recueillir les tout jeunes pendant la journée, de réfectoires pour les plus grands qui ne sont pas encore parvenus à l'âge du travail, de tables d'hôte pour les retraités, constituent un grand secours pour les familles d'ouvriers et d'employés puisque les enfants et les vieillards étant surveillés et entretenus pendant la journée en dehors de la maison, les autres membres de la famille peuvent se consacrer en toute tranquillité à leur travail.

Ce seront donc ainsi, outre le père, également la mère et éventuellement les autres membres de la famille ayant atteint l'âge de travailler qui concourront au bien-être de la maisonnée. Le budget familial en sera sensiblement avantage, ce qui rendra possible une grande amélioration sociale.

Prenons le cas de deux jeunes époux, occupés tous les deux toute la journée dans un établissement. A l'arrivée du premier enfant, si la mère est obligée de rester à la maison pour se con-



sacrer de façon continuelle à celui-ci et par conséquent d'abandonner son emploi, le budget familial est brusquement réduit presque de moitié ; cela pourra sans doute être supporté avec amour et abnégation, mais constitue indubitablement une sorte de grave faillite économique, momentanément irrémédiable : on passe de l'aisance à la pauvreté. Si au contraire la mère a la possibilité de confier son enfant aux soins affectueux d'une « crèche », le joyeux événement ne nuit en rien au revenu familial, puisqu'elle peut continuer son travail rémunéré <sup>(1)</sup>.

\*

---

(1) Bien que persuadés que les possibilités économiques actuelles sont loin de permettre de faire vivre — selon le vœu des partis « sociaux » — une famille entière (y compris les grands-parents âgés et les enfants adolescents) sur le travail du père seul, même avec la péréquation des revenus organisée par les lois sociales, nous reconnaissons bien volontiers que le problème familial ne se ramène pas uniquement à celui du meilleur rendement économique. La conciliation des deux points de vue réside dans le progrès de la production, qui permettra de consommer davantage pour un même temps de travail.

S E D I F.

Le travail qui exigeait autrefois un effort ouvrier de dix heures par jour, a été ensuite réduit à huit et dans certaines industries à sept, puis au rythme de 40 heures par semaine. A mesure que l'outillage mécanique s'y prêtera et que les ressources en matières premières et en ravitaillement iront en se normalisant, on pourra diminuer d'une façon générale le nombre d'heures de travail de l'ouvrier, sans diminuer le pouvoir d'achat.

Il conviendra d'ailleurs alors de réglementer moins le travail de la journée que celui de l'année ; et avant de réduire l'horaire journalier, il serait préférable d'augmenter les journées de repos hebdomadaire et surtout la durée des vacances annuelles.

Le temps ainsi récupéré restera à la disposition du travailleur, qui en retirera une amélioration effective de sa vie, puisqu'il aura à sa disposition les loisirs nécessaires pour se consacrer à son instruction, à son foyer, à des cures à la mer ou à la montagne, aux voyages, à des distractions.

TROISIÈME PARTIE

---

ESQUISSE  
D'UN PROGRAMME  
DE REMISE EN ORDRE





## CHAPITRE IX

## STRUCTURE DE L'ETAT

---

Une sincérité et une honnêteté publiques plus grandes sont nécessaires à la renaissance de la Nation : il importe que les problèmes soient posés avec clarté et simplicité et que les hommes de gouvernement sachent s'élever au-dessus des intérêts personnels, en travaillant dans l'honneur pour l'intérêt de la Nation et non pas pour le compte de leur parti.

*Choix des dirigeants.*

La loi électorale italienne, qui a adopté le système de la liste de parti, a constitué une très grave erreur, tandis qu'après le marasme du fascisme et de la guerre, il eût été logique et sain qu'on revînt au scrutin uninominal qui, en dépit de ses défauts, aurait donné au Parlement une physionomie plus conforme aux convictions et aux intentions des citoyens.

Avec les listes des partis, les citoyens se sont trouvés devoir voter pour des personnes la plu-

part inconnues. Cela fait le jeu des partis, mais non pas l'intérêt de la Nation, qui, à ce moment, aurait eu besoin d'avoir comme représentants des hommes choisis directement par leurs électeurs, se qualifiant par leur honnêteté, leur compétence, leur aptitude et leur activité. La liste de parti a fait prévaloir le « troupeau » et détruit la personnalité.

Les partis ne savent, ni ne doivent gouverner. Les gouvernements doivent être dirigés par des hommes d'Etat ; il est par suite indispensable que le groupe s'efface et laisse la voie libre à l'individu. Les hommes, non les partis, sont responsables de leurs actes, mais des hommes libres, non des automates ou instruments qui agissent selon la volonté des partis.

Avec le scrutin uninominal, les partis tirent de leur sein leurs meilleurs hommes ; le corps électoral les évalue, les accepte ou les repousse selon sa libre opinion. Mais les élus ne sont plus seulement les porte-parole du parti : ils sont les serviteurs du pays et se comportent comme tels.

### *Fixation des règles juridiques.*

Les lois devraient être simples, claires, normalement immuables et facilement portées à la connaissance et à l'intelligence des citoyens. **L'instabilité des lois est un des inconvénients les plus graves de notre époque.** Faire et défaire les lois,



en mettant les citoyens dans une situation d'incertitude perpétuelle et d'anxiété est une faute grave de la part de l'Etat.

Il est de plus nécessaire que cesse la mauvaise habitude d'émettre des règlements, des instructions et des circulaires qui, au lieu de clarifier et d'expliquer les lois, en altèrent complètement le sens et en bouleversent l'esprit, désorientent le citoyen et autorisent le fonctionnaire à appliquer *ad libitum* l'une ou l'autre interprétation, créant ainsi un état continuels d'incertitude et de méfiance.



Il est urgent que cesse définitivement l'**abus des décrets-lois** qui, s'ils peuvent être tolérés dans des conditions exceptionnelles et pour des mesures ne souffrant pas de délais — à condition d'ailleurs qu'ils ne soient pas influencés par des intérêts inavouables — ne doivent pas être adoptés comme formes normales de la création des règles juridiques.

En se substituant aux assemblées législatives par l'émission des décrets-lois, le Gouvernement se soustrait aux contrôles normaux et légitimes ; il édicte ainsi des lois et des décrets qui peuvent se prêter à des abus de pouvoir et favoriser des intérêts particuliers, sans avoir rien à voir avec le bien de la Nation.



En outre l'Etat législateur ne doit pas pouvoir venir au secours de l'Etat contractant ou lié par des rapports quelconques avec des particuliers ; qu'il pense d'abord à faire ses propres affaires et qu'il examine en temps voulu si, sur la base des lois existantes, les intérêts de l'Etat peuvent être opportunément sauvegardés ; mais qu'il ne prétende pas, au sujet d'arrangements déjà en voie d'exécution, créer des lois qui soient avantageuses à ses propres intérêts de caractère commercial.

Le législateur doit moins encore intervenir pour favoriser une catégorie de personnes au détriment des autres. Les lois doivent avoir un caractère général.



Enfin, pour la tranquillité de ceux qui travaillent et qui produisent, toute disposition légale ne doit entrer en vigueur qu'à une date future et certaine et **ne pas avoir d'effet rétroactif**. Toute aggravation en effet qui frappe des produits déjà sortis de fabrique ne peut trouver sa contrepartie dans la détermination des frais et dans les prix faits à la clientèle, de sorte qu'elle aboutit

finalement à une perte exceptionnelle et imprévue à la charge de l'entreprise.

Quelle qu'ait pu être l'intention du législateur lorsque, à une époque très récente, il a pratiqué une série de brèches dans cette muraille maîtresse de l'ordre social qu'est la non-rétroactivité des dispositions juridiques, en allant jusqu'à la rétroactivité de la loi pénale, des voix nombreuses et autorisées réclament que du moins il soit dans l'avenir mis fin à cette pratique.

Il est inadmissible qu'un citoyen, accomplissant aujourd'hui un acte qui n'est pas interdit par les codes, se le voie imputer comme délit l'année prochaine. Il l'est également qu'ayant par exemple établi ses plans d'action d'après les dispositions légales actuellement en vigueur et d'après les règles régissant officiellement les prix et les salaires, il voie ces plans bouleversés par des prescriptions nouvelles.

### *Réforme de l'Administration.*

Que l'Etat borne ses fonctions à des tâches bien définies dans l'administration de la puissance publique et dans la protection de l'individu, en même temps qu'il laisse à l'activité des citoyens la plus grande liberté, limitée seulement par les lois civiles et pénales.

Il importe qu'il soit mis à la tête des Administrations publiques des éléments capables, actifs



et compétents, qui aient sérieusement travaillé, et qui sachent ce que signifie avoir et donner des préoccupations pour ne pas en créer de gratuites et d'inutiles à ceux qui travaillent.

Il importe que la bureaucratie soit peu nombreuse et bien payée, qu'elle accomplisse volontiers son travail, de façon que le citoyen ait confiance dans les Administrations publiques, qu'il s'y sente à son aise et y trouve une aide sûre pour l'exécution des formalités administratives, sans avoir la sensation — aujourd'hui habituelle — d'être un intrus qui vient déranger son prochain, ou un ingénu qui tombe dans un piège, ou une souris dans les griffes du chat.

Il importera aussi qu'on attribue aux fonctionnaires la pleine responsabilité de leurs actes et de leurs fonctions, de sorte qu'ils ne se considèrent pas comme les instruments mécaniques d'un organisme anonyme, mais qu'ils soient effectivement des « fonctionnaires » tenant à exercer et exerçant en fait leurs fonctions au nom et dans l'intérêt de l'Etat.

Que les droits fiscaux revenant à l'Etat soient réduits à une mesure équitable ; que les modalités de paiement soient ramenées à un type constant ; qu'on élague avec énergie la forêt des papiers timbrés et des timbres de toutes couleurs et de toutes dimensions ; que le contribuable sache à l'avance combien, pourquoi et comment il doit payer.



Il est nécessaire qu'on procède dans toutes les Administrations publiques à une révision des bureaux, des emplois et des méthodes pour alléger l'organisation, en éliminant le travail inutile, et pour réduire le nombre des employés partout où il est excessif, ou bien, en tout cas, pour les sélectionner en vue d'une exécution profitable des tâches qui leur incombent.

La réduction de multiples opérations bureaucratiques, effectuée énergiquement en vue d'une simplification des actes du citoyen, aura pour résultat de faire ressortir une armée de chômeurs. Il n'y a pas de doute possible que ce nombre énorme de fonctionnaires ne doit pas être abandonné à lui-même, sans secours.

Mais ce serait un ruineux expédient administratif, économique et politique, fait de routine et de manque de courage, que de continuer au rythme actuel ; le problème, si on le différait, deviendrait de plus en plus grave, et le Pays resterait en proie à cette sorte de pieuvre.



Les employés de l'Etat doivent être traités économiquement à la parité des employés du sec-

teur privé, de catégorie analogue, et avoir les mêmes échelons d'ancienneté, ainsi que les primes de production qui viendraient à être données aux ouvriers et pourraient être étendues aux employés des entreprises privées ; on exclurait seulement les majorations de mérite, dont l'évaluation, possible dans les rapports privés, ne se prêterait pas à une réalisation pratique dans une grande administration d'Etat (cet élément ne représente d'ailleurs qu'une faible fraction du traitement global).

Ceux qui dépendent de l'Etat devront par contre renoncer à certains usages abusifs, comme l'emploi de l'automobile, les cigarettes gratuites, les entrées de faveur aux spectacles publics, l'acquisition à des prix dérisoires de maisons appartenant à l'Etat, la gratuité ou la quasi-gratuité des billets de chemins de fer et dans les services publics — avantages existant depuis un certain temps et qui n'entrent pas dans le calcul des traitements. Que chacun jouisse d'une situation économique convenable mais que pour le reste il ait les mêmes charges que les autres citoyens.

La question de la stabilité de l'emploi devra aussi subir les variations et les adaptations qui peuvent être requises par les circonstances, car de toute façon elle ne doit pas constituer un obstacle aux réformes, ni un droit imprescriptible, étant donné que rien en ce monde n'est et



ne doit être rigoureusement immuable et intangible.

Lorsqu'on aura organisé les cadres des employés de l'Etat, de façon à assurer le fonctionnement régulier de l'Administration par un travail normal de ceux-ci ; lorsqu'on aura porté leurs traitements au niveau de ceux des employés privés ; lorsqu'on aura fixé leurs pensions, d'après un pourcentage du traitement de chaque catégorie, on aura éliminé une grande disparité morale et matérielle qui a toujours constitué et constitue encore un grave malaise social. On doit exiger en retour du fonctionnaire qu'il fournisse un travail équivalent et qu'il assume la responsabilité de la bonne fin de ce travail.

## CHAPITRE X

## POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

---

*Rôle économique de l'Etat.*

Beaucoup d'erreurs ont donc été commises, qu'il importe de réparer, en ne perdant jamais de vue cette idée essentielle qu'il est **nécessaire que, dans toute la vie de la Nation, domine la liberté personnelle des agents économiques**, entendue au sens le plus large du mot, et que par suite soient éliminées les entraves, les ingérences, les protections, les autorisations, toutes ces superstructures qui, dans un enchevêtrement complexe de dispositions, tendent à concentrer dans les mains de l'Etat les opérations qui sont au contraire le propre des industriels, des commerçants et des hommes d'affaires.

Tous les produits, les matières premières, etc., doivent être laissés en commerce libre, non assujettis aux spéculations d'organismes jouissant d'un privilège arraché à l'Etat. Si on veut maintenir certains de ces organismes, il faut du moins qu'ils remplissent une fonction commerciale régu-

latrice dans l'intérêt du pays, pour aider les particuliers qui doivent pouvoir trouver l'occasion et la convenance de s'en servir librement s'ils le veulent, sans obligation d'y recourir en subissant des prix fixés d'autorité.

Le spectre seul du monopole du charbon, reconstitué en Novembre 1946, a suffi, sans même qu'il fonctionnât, à rendre plus difficile le réapprovisionnement du combustible, à paralyser les constructions et à contribuer par une première poussée à l'énorme augmentation du prix du ciment, des briques et du fer.

Le seul bruit répandu de l'obligation du ramassage des ferrailles a fait faire un premier bond au prix des profilés et des plats, aggravant ainsi le coût de la reconstruction. Quand donc en finira-t-on avec ces systèmes ?

Au lieu de s'acharner à établir sur des bases empiriques et par esprit de parti le coût théorique des produits industriels pour en fixer le prix de vente, qu'on crée, s'il le faut, des entreprises-types, qui, sous la direction de techniciens compétents et pratiques, soient à même de produire effectivement à bon marché et selon les principes du commerce libre.

En présence d'un résultat réel et évident, par la force des choses et par l'application naturelle des lois économiques, les prix des marchandises se réduiront automatiquement. Sans qu'il soit besoin de la dictature et de la terreur des régimes



totalitaires, on arrivera à l'application pratique des principes mêmes qu'on voulait réaliser par la contrainte.

Que l'Etat achète, s'il le veut, les marchandises qu'il entend importer, mais qu'il n'empêche pas les autres de faire de même.

\*

Il importe que l'Etat veille à ce que les grands travaux, qui contribuent au développement de l'économie nationale, reçoivent un commencement d'exécution. Des plans et des projets, il y en a, et beaucoup, qu'on pourrait graduellement réaliser dans l'intérêt de la Nation.

On devrait d'abord résoudre les problèmes de la navigation fluviale, dont on parle depuis un demi-siècle comme d'une solution très avantageuse pour le transport des marchandises pondéreuses, qui ne peuvent supporter les hauts tarifs des moyens de transport sur route et sur voie ferrée.

Entreprendre aussi la construction d'installations hydrauliques, nécessaires à l'irrigation et à la bonification des terres. Les travaux d'irrigation de la Lombardie remontent au début du Moyen-Age ; par la suite ils ont été étendus au Piémont où toutefois un ample développement n'a été obtenu qu'au dernier siècle, par l'action du gouvernement qui, à cette occasion, a dit par

la bouche du ministre SELLA : « **L'Etat vit de la richesse publique ; quand elle s'accroît, les ressources de l'Etat s'accroissent aussi** ».

Qu'encore, s'il le croit utile, l'Etat construise des installations pour la production de l'énergie électrique, mais que ce soit avec l'intention de modérer les prix de vente, non pas d'absorber toute la production et d'en faire un monopole.

*Pour une Monnaie authentique.*

Nous nous apprêtons à reprendre les rapports internationaux, selon les principes qui seront fixés par les accords monétaires de Bretton Woods.

Ces accords se proposent de créer un système international des paiements, selon lequel, au moyen d'un organisme de compensation mondiale, pourront, par des comptes de virement, se compenser les débits et les crédits soldant les différentes opérations commerciales et financières, actives et passives, contractées entre les diverses Nations participantes. Ils se proposent, en outre, de contrôler les émissions et de protéger la valeur des différentes devises de façon qu'il ne soit pas possible à un gouvernement de dépenser arbitrairement et frauduleusement sa monnaie et de déterminer l'inflation, — comme cela s'est malheureusement

produit pour la lire italienne qui, de la parité or, est descendue à un niveau indéterminé, mais certainement inférieur à la trois centième partie de la valeur originelle.

Il résulte de là que le fonctionnement d'un tel organisme, aussi complexe et délicat, nécessite la fixation de la valeur relative des monnaies des divers Etats ; valeur qui ne pourra être modifiée, sauf de façon exceptionnelle, étant prévu que, par la suite et une fois seulement, on pourra réaliser un écart de change ne dépassant pas en plus ou en moins 10 % de la valeur établie <sup>(2)</sup>.

Cela implique l'arrêt de l'inflation et le retour à une monnaie réelle, qui ait un rapport déterminé avec la valeur-or.

---

(2) A noter toutefois que le fonctionnement du Fonds Monétaire International a déjà prouvé que — contrairement à son programme — il ne pouvait apporter à la situation mondiale que « des apparences de planification mais aucune réalité », selon l'appréciation particulièrement compétente de M. Jacques RUEFF, Président de l'Agence Interalliée des Réparations.

Celui-ci dans une conférence à l'assemblée générale du Comité Central français de la Laine le 26 Mai 1948, soulignait en effet que le Fonds Monétaire a tout de suite reconnu que la mission d'approuver le cours des changes était dérisoire et qu'il





La détermination pour notre lire d'une valeur internationale sera extrêmement utile à notre pays qui s'est révélé incapable de s'imposer lui-même des freins, de résister à n'importe quelle pression des partis extrêmes, de s'opposer enfin à l'augmentation continuelle des prix.

Voici donc que s'approche le moment de réviser les principes fondamentaux de dépense et d'évaluation de notre argent, afin que la lire ne soit plus comptée et calculée comme monnaie existant par elle-même. C'est seulement ainsi qu'on pourra se remettre en route, après tant d'années de finances joyeuses mais fausses, qui nous ont fait perdre complètement la connais-

---

*ne pouvait faire qu'une chose, c'était de ratifier les cours de change que les Etats lui proposaient !*

*Quant aux sanctions dont dispose cet organisme international, elles se ramènent pratiquement à la disposition suivante : « Le Fonds pourra, à la majorité des deux tiers de la totalité des voix, décider de publier un rapport adressé à un Membre au sujet de la situation monétaire et économique et au sujet des développements qui tendent directement à produire un déséquilibre grave dans la balance internationale des comptes des Etats membres. »*

sance de la valeur de notre monnaie et la juste conception économique de ce que doit représenter l'argent.

En fixant le change, on devra tenir compte des erreurs du passé, de la mise à jour des pensions, des dommages de guerre, des dépenses de reconstruction, de la quantité de monnaie en circulation, du niveau atteint par les traitements et salaires (ces derniers arrivés par heure à mille fois ce qu'ils étaient il y a 40 ans).

Quand aura été fixée la limite dans laquelle le budget de l'Etat devra maintenir les dépenses, on évitera un grand nombre d'extravagances, de supercheries et d'aventures. La mise au rancart de la presse à billets — après les 35 ans écoulés depuis la première guerre de Libye — sera un des événements les plus mémorables de notre histoire, une date qui pourra être enregistrée avec une véritable satisfaction, parce qu'elle constituera un élément fondamental de notre renaissance, du fait qu'elle mettra un terme à l'accroissement des dépenses et au torrent des émissions.

Pour redonner la sensation de la valeur effective de l'argent, il est souhaitable qu'on revienne en temps opportun à la circulation métallique, et en particulier à l'or, qui donnera une impression de stabilité et de consistance que le papier, après tant de divagations, pourra plus difficilement regagner. Il sera ainsi plus facile d'inspirer

aux individus une confiance plus grande et de **faire revivre le sentiment de l'épargne**, qui, comme il a déjà été dit, est la base fondamentale de la formation de la richesse et par suite de la généralisation du bien-être.

*Refonte de l'impôt.*

La structure des impôts devrait être complètement modifiée suivant cette règle fondamentale : **ne maintenir le revenu que comme élément subsidiaire et taxer principalement l'instrument de richesse**, c'est-à-dire l'installation d'entreprises, le métier à tisser, le camion, le moulin, l'atelier, par une sorte de taxe de patente.

Le seul fait de l'existence d'un outillage de production fait supposer que celui qui le possède ou le gère est en mesure d'obtenir une certaine production et par suite un bénéfice moyen déterminable à priori, d'après un classement à long cycle de production. Ce classement serait revisable après un certain nombre d'années, comme il est fait dans l'agriculture, où les terrains sont périodiquement reclassés et taxés d'après un degré déterminé de capacité moyenne de production pendant les dix dernières années, tout cela indépendamment du profit qu'est capable d'en retirer l'agriculteur.

De cette façon **les producteurs sages sont récompensés, les inertes et les inaptes sont péna-**



lisés. Ainsi l'impôt incite à la production et remplit une fonction moralisatrice.

On peut en dire autant pour l'exercice des professions libérales. Du seul fait qu'une personne détient un cabinet d'ingénieur, de médecin, d'avocat, etc..., elle est soumise à l'impôt, sauf à déterminer une certaine classification en rapport avec les centres où les professions sont exercées, l'idée étant qu'il doit en tirer un certain profit et par suite payer un impôt fixe correspondant. Une règle semblable pourra être appliquée au commerçant, et ainsi de suite.

Une entreprise nouvelle pourrait ne pas être frappée dès sa naissance ; on la laisserait grandir et se consolider pendant un certain nombre d'années, en lui accordant une exemption fiscale déterminée comme on le fait pour les immeubles nouvellement construits.



Qu'on exige la sincérité du contribuable, mais aussi le sérieux de la part des administrations fiscales, de façon que l'amélioration de la conduite des deux parties se produise parallèlement et qu'un minimum de confiance se rétablisse ainsi entre les contribuables et l'Etat.

En outre, la décision relative aux contestations en matière fiscale doit être déférée à des tribunaux spéciaux, c'est-à-dire à des organes collé-

giaux de première et de deuxième instance, destinés à remplacer les commissions communales et provinciales actuelles. Ces tribunaux devront être composés de personnes absolument indépendantes. Toute ingérence à leur égard, même simplement indirecte, de la part de l'Administration devra être exclue.

L'agent du fisc présentera les déclarations remises par les contribuables et, sur la base des vérifications faites, en contestera l'exactitude, en faisant déterminer par voie contradictoire, la valeur exacte des revenus taxables, avec l'application des pénalités éventuelles.

Il doit s'agir d'organismes autonomes, où les suprêmes garanties de la procédure contradictoire et de la publicité des débats soient assurées : ce sont là, en effet, les moyens nécessaires pour faire ressortir, plus rapidement et plus clairement, soit l'arbitraire excessif de l'organisme fiscal, soit la tentative d'évasion du contribuable.

\*

Par les taxations normales, opportunément mises à jour et rationnellement proportionnées, on devra arriver à l'équilibre des finances de l'Etat et à un système de budget clair et complet, exact et établi à temps, ce qui n'est pas le cas depuis de nombreuses années. Ainsi le contribuable saura comment son argent est dépensé

et obtiendra que les finances publiques s'inspirent d'idées plus économiques que politiques.

Quant aux erreurs du passé et aux désastreuses conséquences qu'ont eues pour le Trésor public la guerre perdue et les destructions subies, elles doivent être liquidées par des taxations extraordinaires atteignant surtout ceux qui possèdent. Mais pour que ceux-ci acceptent ce sacrifice supplémentaire, il faut qu'il leur soit demandé sous l'empire d'une douloureuse nécessité, et non avec le sadisme de qui veut les dépouiller pour le plaisir de leur enlever leur avoir ; il faut aussi qu'ils aient la conviction que cette contribution exceptionnelle ne sera pas dilapidée, mais servira réellement à la reconstruction du pays.



## CHAPITRE XI

## APERÇUS SUR L'AGRICULTURE

*Normalisation des cultures  
par la liberté.*

On ne peut compter comme exploitation agricole la propriété qui n'atteint pas 4 ou 5 hectares, parce qu'elle ne suffit pas à absorber l'activité d'une famille. Elle ne peut représenter qu'une activité complémentaire pour ceux qui ont normalement d'autres sources de gain ; elle constitue alors une grande aide économique, en particulier pour les produits de consommation et d'usage familial.

Quant à la « petite » et à la « moyenne propriété » proprement dites, qui se forment par l'épargne et doivent s'affermir et se développer par la ténacité et la constance propres au travailleur agricole, elles constituent un élément important de tranquillité sociale.

Mais elles ont besoin d'être appuyées et soutenues par des syndicats et des sociétés coopératives pour l'acquisition et l'utilisation des machi-

nes et du gros outillage dépassant les possibilités des petites exploitations, ainsi que pour le ravitaillement en engrais, en semences, en certaines nourritures pour les animaux. Ces organisations devront également faire généraliser la stipulation de divers contrats d'assurance, acte de prévoyance que néglige souvent le propriétaire lui-même par souci d'une mesquine économie.

\*

Il est naturellement préférable que les petits propriétaires se consacrent aux cultures exigeant beaucoup de soins manuels plutôt qu'aux produits de masse qui conviennent mieux aux plus grandes exploitations.

Avec l'abandon de la politique autarchique et par conséquent avec la suppression des prix « politiques » et des droits de douane protecteurs, avec le développement des rapports internationaux et avec le retour à la normalisation des cultures, la production du blé, en Italie, pourra se limiter graduellement à quatre millions d'hectares.

S'il y a une large introduction de machines et si les terres à céréales sont bien cultivées on pourra, même sur une étendue aussi réduite, satisfaire aux besoins de la Nation, parce que c'est naturellement sur les terrains de montagnes et de coteaux et sur les autres terrains les moins appro-

priés que la culture des céréales sera abandonnée, ces terrains devenant alors précieux pour d'autres productions.

C'est ainsi, par exemple, qu'un hectare cultivé en vigne peut donner 30 hectolitres de vin en terrain de coteau, dans lequel, entre les rangées de ceps peuvent être, en outre, cultivés des haricots, des fèves, des pommes de terre et des betteraves fourragères.

Ainsi donc, d'une production infime de blé, 8 à 10 quintaux à l'hectare, et même parfois 4 ou 5, on peut passer à une excellente récolte de raisin, d'olives, de fruits et de légumes, choisis selon les zones, la latitude, l'altitude, les disponibilités en eau et les autres conditions plus ou moins favorables. Mais le paysan qui ne veut pas dépendre des attributions faites plus ou moins arbitrairement par l'Etat, ne s'adaptera pas à ces changements de cultures s'il ne peut **acheter librement** le blé, le maïs, le riz et **vendre à son tour librement** tout ce qu'il produit.

Quant à nos produits agricoles, ils se maintiendraient avantageusement dans la saine concurrence : notre climat et nos terres, aptes à des productions variées, nous mettent en effet dans une situation favorable vis-à-vis de nos concurrents, pourvu que l'agriculture ne soit pas obérée par des charges anormales.



*Mécanisation et industrialisation.*

La préparation complète des terres ainsi que les semailles et la récolte constituent avec l'application des engrais, les phases les plus importantes et les plus délicates de l'agriculture. Les opérations correspondantes doivent, pour aboutir aux meilleurs résultats, être faites à temps, avec soin et continuité ; elles n'admettent pas de délais, les terres devant être au point voulu, ni trop sèches, ni trop humides, compte tenu de leur composition particulière.

C'est de ces exigences que s'inspire l'adoption sur une vaste échelle des machines agricoles, parce qu'on pourra toujours trouver, même si la saison est peu favorable, les quelques journées qui permettront de procéder soit à la série des divers travaux saisonniers dans les champs, soit à la récolte des produits sous forme intensifiée, pourvu qu'on dispose des machines voulues ; au contraire, si ces dernières manquent et si on dispose seulement d'un outillage pauvre et rudimentaire, à traction animale, on ne trouvera jamais les nombreuses semaines et les mois nécessaires pour mener à bien les travaux avec ces moyens primitifs.

Il importe ensuite d'introduire dans une large mesure l'emploi des aliments concentrés nécessaires pour une production plus forte et meil-

leure du lait, de la viande (et aussi des cuirs dont nous avons tellement besoin) et pour l'utilisation des herbages secondaires, c'est-à-dire pour augmenter la charge en bétail des pâturages, ce qui aura le grand avantage d'une disponibilité plus grande d'engrais naturels.

On doit ici rappeler que les engrais artificiels et les divers produits chimiques nécessaires à l'agriculture pèsent lourdement sur le coût, la qualité et la quantité des produits du sol et que, pour cette raison, il sera nécessaire qu'éliminant à cet égard tout protectionnisme, on ramène leur prix au niveau des prix internationaux.

\*

Il faut que, pour tous les ensembles de quelques milliers d'hectares cultivés, s'élèvent des **installations industrielles** en vue tout d'abord d'augmenter la valeur de la production agricole et d'éviter de coûteux transports. Mais aussi au point de vue social, afin de **pourvoir à un emploi stable de la main-d'œuvre**, en particulier celle qui s'adonne normalement aux travaux de la terre et qui, entre septembre et mai, reste inemployée par suite du ralentissement ou de l'arrêt du travail aux champs.

En fait, si le travail des champs occupe le paysan pendant 180 ou 200 jours par an, il est clair qu'il ne peut gagner ce qu'il lui faut pour

vivre dans l'aisance voulue pendant 365 jours ; il faudra donc lui trouver un emploi dans quelque activité subsidiaire, de sorte qu'il soit mis en mesure de gagner, même pendant la morte-saison.

Il faut donc reviser la situation de certaines industries agricoles actuelles qui, ayant une exploitation discontinue et déployant leur activité intense exclusivement pendant l'été, emploient une nombreuse main-d'œuvre précisément quand celle-ci est le plus nécessaire aux travaux des champs, tandis qu'elles cessent le travail et déterminent par suite le chômage lorsque l'agriculture est aussi sur le point d'entrer dans la morte-saison.

### *Le régime du travail.*

En ce qui concerne les contrats de travail, il faut exclure l'idée qu'ils puissent être utilement fixés par la loi. L'ingérence de l'Etat ne peut ici être admise que d'une façon provisoire et doit être limitée à des époques exceptionnelles, où il y a à faire face à des situations urgentes. On a vu, au cours des dernières décades, que l'intervention des organismes gouvernementaux n'a pas facilité la solution des problèmes qui se présentent le plus fréquemment ; les problèmes sont toujours les mêmes et on revient toujours au point de départ.

Les contrats ne peuvent naturellement être rigides et immuables, puisque les données qui



doivent les inspirer changent avec les lieux, les époques, la nature des travaux, la coutume, etc... Il est arrivé, par exemple, en 1935, alors que le froment avait peine à trouver acquéreur à 75 lires le quintal et le maïs à 36, que le paysan voulait être payé en argent ; aujourd'hui au contraire, il veut la « participation », c'est-à-dire le paiement en nature. Ainsi, tandis que le propriétaire fait en général la livraison régulière au ravitaillement, le métayer et le travailleur « participant » s'y soustraient facilement, réalisant de gros gains avec les prix du marché libre. Il importe donc, dans l'intérêt réciproque des parties, qu'il y ait liberté des contrats et simplification des rapports, en accord avec les conditions du moment et du lieu.

Si une grève est économiquement préjudiciable dans l'industrie du fait des dommages directs et indirects qu'elle peut causer <sup>(3)</sup>, dans l'agricul-

---

(3) *Voici sur cette importante question de la grève le point de vue général de l'auteur :*

« Il est inconcevable qu'en raison de quelque fait ou de quelque événement — même s'il est de nature à émouvoir la Nation — on se livre à des manœuvres politiques désorganisant le travail et arrêtant la production. Il importe de séparer nettement les faits politiques des questions économiques du travail, que celles-ci soient traitées et discutées posément par les diverses

ture elle est inadmissible : en quelque période que s'interrompent les travaux du moment, le dommage qui en résulte est toujours très grave et irréparable ; plus grave encore est la grève de ceux qui s'occupent du bétail, du fait des conséquences évidentes que chacun peut imaginer.

Les contrats de travail des diverses catégories de travailleurs agricoles devraient par exemple prévoir que l'établissement des contrats serait fait à la fin de l'année culturale pour l'année suivante ; et que les parties seraient liées pour l'année entière, sans aucune faculté d'interrompre le travail pendant le cours des diverses phases de la culture.

---

organisations directement intéressées et seules compétentes. C'est seulement dans des cas extrêmes qu'il devrait être permis de recourir à l'arme de la suspension du travail en donnant d'ailleurs un préavis de durée adéquate.

« Mais, en matière politique, répétons-le, il est inadmissible qu'on puisse à chaque instant passer à l'attaque de la diligence pour des motifs de parti, en causant par là de graves conséquences pour la Nation, et accomplir des actes inconsidérés de caractère révolutionnaire qui dénotent un esprit factieux et antinational ».

*Aide à l'émigration.*

On nous demandera : mais où ira la main-d'œuvre devenue superflue par les nombreuses machines introduites pour l'industrialisation de la terre ? Eh bien, il faudra favoriser avant tout l'afflux des paysans dans nos colonies et rouvrir dans une large mesure la soupape de l'émigration.

Sans renoncer à aucune mesure intérieure utile et en favorisant l'émigration spontanée de ceux qui ont à l'étranger des amis et des parents à rejoindre, il conviendrait d'organiser des transferts de grande envergure.

On pourrait faire de grosses acquisitions de terrains à mettre en culture et à habiter dans les Etats qui ont surabondance de terres soit sur leur territoire, soit dans leurs colonies ; en tout de nombreux millions d'hectares puisque le seul Brésil en a 850 millions, le Congo belge 250, l'Angola 125, le Mozambique 75 et l'Ethiopie plus de 100. Ces zones seraient à lotir graduellement, en les attribuant au prix de revient, très avantageux, à tous ceux de nos concitoyens qui voudront s'établir au-delà des mers.

On devrait, en outre, en plus du financement des terres, pourvoir à l'avance partielle de tout ce qui est nécessaire au colon pour sa dotation



et l'outillage du fonds, lequel devrait pouvoir être racheté en un court cycle d'années.

Il y a à installer des centaines de mille de familles paysannes fournissant un ensemble d'au moins deux millions de travailleurs et correspondant à quatre millions et demi de personnes. Viendront ensuite les maçons, les artisans, les ouvriers, les membres des professions libérales et tous ceux qui forment la population des centres habités.

Sous l'égide de l'O. N. U., personne ne devrait s'opposer à une expansion de cette sorte. Il s'agit de familles laborieuses qui demandent leur droit à la vie et qui contribueront à porter dans des régions diverses l'activité humaine productrice et les avantages de la civilisation.



Pour l'exécution de ce programme il devrait se constituer de grandes compagnies commerciales d'Emigration. C'est avant tout aux agriculteurs, principalement intéressés, qu'il incombe de fournir les premiers capitaux.

Quelle charge serait-ce pour l'agriculture d'investir dans ces compagnies 10.000 livres par hectare ? Pour les gros et les moyens agriculteurs il y a un avantage évident à se libérer de l'imposition de la main-d'œuvre en surnombre et d'autres charges ; quant aux petits agriculteurs,

ils ont tout intérêt à favoriser une solution qui ouvre à leurs familles la possibilité d'émigrer dans d'excellentes conditions, puisqu'ils seraient parmi les premiers à en profiter .

10.000 lires par hectare en moyenne — de 2.000 pour les terrains les plus pauvres à 20.000 pour les meilleurs — permettraient de constituer un capital de 200 milliards, qui rendrait possible d'obtenir des financements adéquats très importants à l'étranger, sous l'égide de l'O. N. U. et avec l'appui des Etats-Unis d'Amérique, ceux-ci devant vraisemblablement favoriser une initiative dépourvue de tout caractère politique et de tout but spéculatif et qui serait régie par des règles et des garanties à déterminer.

Ces compagnies traiteraient pour les concessions et les acquisitions de terrains, pour l'organisation du transport des paysans et, par la suite, de leurs familles, pour un approvisionnement avantageux en outillage et en machines, de façon à favoriser les débuts, le développement et l'accroissement des cultures et à faire que soit possible dans le délai de 10 ou 12 années le rachat de la terre par le cultivateur.

*Résorption des latifundia.*

Une plaie de l'Italie, dit-on souvent, consiste dans les latifundia. Ce sont des propriétés très vastes, nourrissant un bétail peu nombreux et non domestiqué, dépourvues de bâtiments d'exploitation, de maisons d'habitation et d'écuries, pratiquant la culture des céréales sous une forme extensive, dont la production est très basse, et l'alternant avec la jachère. Ils n'emploient que très peu de main-d'œuvre, ils ne produisent pas en vue des besoins alimentaires et économiques de la Nation. Ils constituent donc socialement un poids mort.

Beaucoup demandent pour la solution du problème des latifundia, l'intervention de l'Etat. Il convient de noter ici que l'Etat, quand il dépense, ne dépense pas son argent mais bien celui de la Nation, mais que par contre il prétend intervenir directement en causant un grave dommage à l'économie.

Je suis toujours opposé, en principe, à toute intervention de l'Etat. Mais celui-ci ayant déjà apporté sa contribution pendant les dernières décades à la bonification des marais et des latifundia. Je pense qu'afin de ne pas créer d'inégalités et de résoudre le plus rapidement et avec de moindres secousses la situation actuelle, l'Etat peut intervenir pour la dernière fois, par une con-



tribution modeste à verser pour les travaux accomplis, à des conditions et dans des termes exempts de toute équivoque.

En outre, on pourra taxer progressivement les terres des latifundia et des marais, en commençant à une brève cadence, avec des échelons d'augmentation tous les deux ans, de façon que les taux normaux, en vigueur pour des terres analogues déjà en pleine culture, soient atteints pour les terres à bonifier dans le cours de quinze ou vingt années. Ainsi, si les travaux n'étaient pas exécutés, l'Etat ne paierait pas les subventions proposées, mais percevrait, dans le cours de quelques années, les nouveaux impôts, de sorte que le propriétaire qui ne se donnerait pas la peine de bonifier son fonds serait contraint de vendre à vil prix, se trouvant en face de l'obligation de payer des impôts sans retirer le revenu de ses terres.

## CHAPITRE XII

APERÇUS SUR LES TRANSPORTS  
ET LE TOURISME

---

*Conception moderne des transports.*

Cent ans après l'établissement des premières voies ferrées, il serait nécessaire qu'on mît à jour les méthodes d'exploitation, en tenant compte des nouveaux moyens de communication qui, dans l'intervalle, se sont créés et développés.

Tant que l'humanité n'a eu à sa disposition sur les routes que la traction animale, il était nécessaire et logique que les chemins de fer assurent la liaison de tous les centres habités, voisins ou éloignés, grands ou petits. Mais en ce siècle, les progrès de la technique, rapidement accélérés par les exigences des deux grandes guerres, ont créé et mis à la disposition du public toutes sortes de véhicules légers, rapides et puissants, tant pour les voyageurs que pour les marchandises, qui contribuent à faciliter les commu-

nications sur les routes ordinaires et par voie aérienne.

Avant d'établir le programme de la reconstruction du matériel roulant — considérablement réduit par la guerre, qui a laissé un parc de locomotives, de voitures, de fourgons et de wagons de marchandises gravement détérioré et en partie détruit — les chemins de fer devraient d'abord fixer des principes d'exploitation pour décider d'après eux les constructions nouvelles. S'ils l'ont déjà fait, ils auraient dû en rendre un compte détaillé au Pays, qui paye et qui en supporte les charges, et entendre son jugement pour agir.

Avant de procéder à la remise en état de certaines lignes secondaires, il y aurait lieu d'examiner s'il ne conviendrait pas d'adopter une conception radicalement nouvelle en confiant tout le service à des moyens automobiles. Si en effet une voie ferrée ne peut alimenter un certain nombre de trains, c'est le signe qu'il n'y a pas de raison de l'exploiter.

\*

L'intérêt public exige impérieusement que les chemins de fer de l'Etat conservent la plus grande gamme possible d'utilité ; mais il est indispensable que, faisant les économies néces-



saïres et évitant tous les gaspillages, ils soient à même de vivre d'une vie propre, en exigeant que les personnes qui se servent du chemin de fer paient à son juste prix le service rendu ; au contraire, il n'est pas raisonnable qu'ils pèsent sur le budget de l'Etat et que le citoyen qui ne s'en sert pas doive contribuer à les entretenir.

En résumé, que les chemins de fer renoncent aux petits services locaux ; qu'ils suppriment les petites stations qui ne rapportent pas, qu'ils abolissent toutes les complications et les vexations relatives aux billets de voyageurs, en adoptant les systèmes en usage dans les pays plus modernisés où on assure avec peu de personnel un trafic beaucoup plus intense ; qu'ils éliminent les nombreux abus et le trop grand nombre de transports gratuits ou presque gratuits.

Que les chemins de fer aussi exigent la régularité et le respect des règlements, tant du personnel que des voyageurs ; qu'ils détruisent les barrières bureaucratiques qui enserrent l'administration, qu'ils ne mettent pas six mois à autoriser le remboursement d'un billet non utilisé ; qu'ils donnent une impulsion commerciale et industrielle à tout l'ensemble ferroviaire ; qu'ils fassent preuve de plus d'élasticité dans leur façon de traiter les affaires ; qu'ils réduisent le personnel au strict nécessaire, en le payant bien, et qu'ils adoptent un matériel bien construit, résistant et léger, en vue d'un service standardisé, avec pour

les voyageurs les deux classes qui répondent bien suffisamment aux nécessités.

Il n'est pas hors de sujet de rappeler ici un mot du Président TRUMAN : « L'Etat doit être le serviteur de la Nation », c'est-à-dire que tous les services publics doivent être à la disposition du citoyen, et non pas le citoyen à la disposition de ces services. Le personnel doit pour sa part concourir à l'œuvre de reconstruction nationale, en usant envers le public de manières courtoises et empressées, de sorte que le client, surtout si c'est un étranger, se sente traité avec égards.

### *L'équipement hôtelier.*

L'Italie dispose d'un très grand nombre de stations climatiques et thermales, de bains de mer, de stations sur les lacs, dans les Alpes et les Apennins, répondant à toutes les exigences et à tous les désirs, en général bien pourvues d'installations, où tous les malades peuvent trouver ce dont ils ont besoin pour leur santé, ainsi que le repos et les distractions voulus.

Le peu de prospérité de ces stations, qui vivent une vie diminuée, est dû à l'état de gêne dans lequel se débat la grande masse des Italiens, qui ne possèdent pas le moyen de les fréquenter, de sorte qu'elles ne présentent d'affluence que pendant la courte période de la pleine saison. En

fait, pendant 40 ou 50 jours, une foule envahit les hôtels, les pensions et les établissements, en congestionnant toutes les stations, puis, tout d'un coup, presque toute activité s'arrête, ce qui a d'évidentes répercussions économiques.

Pour surmonter cette situation de caractère général, il faut tout d'abord sortir de notre état de misère puisque l'industrie touristique ne peut vivre que du superflu laissé par les besoins quotidiens. Il importe que le séjour et les cures soient à la portée de beaucoup de personnes, mais il convient aussi d'organiser les services de façon à prolonger avantageusement et économiquement la saison pour la mettre à la portée d'une clientèle plus vaste.



Il y a 30 ou 40 ans, le voyage d'agrément était encore le privilège du petit nombre, qui fréquentait les grands hôtels. Maintenant il s'est formé des besoins nouveaux et il y a lieu d'y apporter une grande attention, parce que la généralisation des voyages concourt à une saine éducation et à l'instruction du citoyen, lui ouvre de plus vastes horizons, constitue une des plus grandes satisfactions, facilite la liaison entre les peuples, la connaissance des usages et coutumes et la compréhension de beaucoup de phénomènes sociaux, procurant, en outre, des rapports agréa-



bles avec des personnes d'habitudes, de conditions et de races différentes.

Il conviendra de pourvoir en temps voulu à ces besoins en disposant des hôtels commodes et simples, capables de loger un grand nombre de touristes, ainsi que des garages appropriés et des stations-service pour les voitures automobiles et les autocars.

Mais, avec les prix actuels des matériaux de construction, qui pourra faire face au problème de nouveaux hôtels ?

Si on veut rendre possible l'exécution de nouvelles constructions, il importe que les prix ne soient pas artificiellement maintenus à un niveau élevé pour servir des intérêts inavouables. Il importe de rendre au commerce une liberté entière et de dispenser pendant 10 ou 15 ans de l'impôt sur la propriété bâtie les constructions nouvelles. Ce sera là le meilleur concours que l'Etat puisse apporter aux industries touristiques, qui représentent une valeur si grande pour la Nation.

Le Tourisme, à condition qu'il soit bien organisé et pourvu de moyens de transport et d'hébergement suffisants, avec le vaste mouvement d'étrangers qu'il détermine dans tous les centres et jusqu'aux extrémités de la Péninsule, des Alpes à la Sicile, de San Remo à Venise, de Trieste à Sestriere, de Cortina à Taormina, etc..., en suscitant toutes les énergies et en augmentant toutes les activités, porte à travers les vaisseaux capil-

lares de ses diverses manifestations la sève qui crée et alimente la richesse, richesse se déversant graduellement sur les classes laborieuses.

C'est ainsi que le développement du tourisme est étroitement lié aux principes de liberté et que son accroissement est un facteur de bien-être et de pacification sociale.

## CHAPITRE XIII

## APERÇUS SUR L'INDUSTRIE

---

*Possibilités d'avenir.*

L'industrie italienne, arrivée tard dans le concert des Nations, s'est cependant fait sa place, en profitant de l'expérience et du progrès des autres. Grâce à un outillage adéquat, elle s'est mise à même de fournir une excellente production, au point de satisfaire à beaucoup des besoins intérieurs, et même de permettre une certaine exportation.

Il est cependant nécessaire que, dans cet après-guerre, profitant de la période actuelle d'ajustement, elle complète et perfectionne ses installations, qu'elle mette au point l'organisation technique, administrative et commerciale ; et surtout qu'elle consolide sa situation, ébranlée par des désastres si nombreux et si prolongés, en constituant des réserves réelles, en marchandises et en valeur-or, non pas en papier déprécié.

Lorsqu'elle aura dépassé une première période d'euphorie apparente, déterminée par les grands



besoins de tous les produits et marquée par une abondance trompeuse de monnaie fiduciaire, l'industrie devra mesurer sa capacité, et alors beaucoup d'organismes qui se croient solidement établis et en plein rendement devront au contraire subir la dure et sévère épreuve de la réalité.

Les profiteurs et les corrupteurs ont aussi existé dans le passé si l'on en croit CARDUCCI qui faisait dire aux « chevaliers d'industrie » : « Finissons de remplir nos sacs, ensuite vienne le déluge, et il arrivera ce qui arrivera ». Mais leur nombre a énormément augmenté, comme conséquence du régime d'économie autoritaire qui, n'y eût-il aucun autre motif, mériterait d'être supprimé pour les seules raisons de moralité.

Les difficultés sont multiples et quand la concurrence se fera plus âpre, on verra qui sera en mesure de résister et de progresser. Il est facile de prévoir que se répéteront les phénomènes et les conséquences de l'autre après-guerre qui a vu beaucoup d'entreprises abandonner la partie. Lorsque se reproduira cet inévitable processus de décantation et de sélection économique-sociale, il ne faut pas croire que, pour faire fonctionner les usines, il suffira de comités d'entreprise, ni que les coopératives seront capables de conclure les affaires.

*Les errements de l'Institut de  
Reconstruction Industrielle (I. R. I.)*

L'Institut de Reconstruction Industrielle est né en 1932 des œuvres de l'Etat pour faire face à la grande crise qui s'annonçait et qui menaçait quelques gros établissements de crédit. Il avait un caractère provisoire et était destiné à consolider graduellement les entreprises méritantes et à liquider les autres.

Giuseppe TOEPLITZ ne pouvait certainement pas imaginer alors quel service il rendait involontairement aux totalitaires et aux thuriféraires de la bureaucratie d'Etat ni que, de la liquidation d'une position spéculative inflationniste, surgirait cet Institut, véritable pieuvre.

On a en effet trouvé commode d'élargir toujours davantage sa sphère d'action et d'instaurer une gestion financière gigantesque, de caractère permanent, qui se prêtait à la satisfaction des camarillas politiques et à la mise en place de parasites appartenant à cette partie du fascisme qui s'orientait vers les aspirations totalitaires bolcheviques.

Aujourd'hui encore il est en pleine activité et en plein développement : il gère un gros noyau d'entreprises de tous les types et de tous les genres, qui vont de la sidérurgie à la confiserie et il domine pratiquement la finance italienne par

une énorme participation par actions aux principaux Etablissements de Crédit. Il emploie en tout environ 250.000 individus en tant qu'ouvriers, employés et dirigeants. Les entreprises qui en dépendent vivent à grand renfort de subventions et ne paient ni impôts, ni taxes : ce sont des organismes qui pèsent depuis des années sur la Nation.

Quel est le montant total des charges ? Dans quel dessein les conserve-t-on ? Quel en est le budget réel ? **L'I. R. I. ne vit pas par lui-même et le maintenir en vie équivaut à le mettre à la charge des industries saines.** Telle est malheureusement la situation créée par toutes les industries qui vivent artificiellement sous l'égide de l'Etat. C'est atteler à une diligence six chevaux, dont deux ne se tiennent pas sur leurs jambes, dont deux autres ne tirent pas et dont les deux derniers devraient tirer pour tous les autres. Et on veut après cela que la diligence avance !

Ces choses seront dures pour plusieurs, en même temps qu'elles seront une surprise pour le plus grand nombre des citoyens qui ne s'occupent pas plus de certains problèmes que s'il s'agissait de questions ne les concernant pas.

Nous sommes devant un dilemme : maintenir l'I. R. I. ou le dissoudre. Une solution pourrait consister à évaluer équitablement chaque entreprise au cours du jour, la mettre ensuite à la disposition des amateurs éventuels et, avant de



la céder à des groupes de capitalistes italiens ou étrangers, donner la préférence à des coopératives de métier qui devraient fonctionner, non en régime de monopole, mais en régime de concurrence libre. Si ces coopératives obtiennent alors de bons résultats, elles pourront se maintenir, sinon elles échoueront et les entreprises passeront en d'autres mains.

A moins que, comme le disait une vieille plaisanterie, on ne réussisse à vendre l'I. R. I. pour ce qu'il coûte et à le racheter pour ce qu'il vaut... Sinon il reste ce fait que nos ressources sont à toute extrémité et qu'il faut en finir avec les dilapidations.

*La Soie et l'Automobile  
doivent se réadapter.*

Le problème de la soie intéresse plusieurs champs d'activité : l'agriculture, l'industrie, l'habillement et les finances.

C'est une matière première de production nationale qui, jusqu'à la guerre de 1914-1918 était considérée comme étant, grâce aux fortes exportations, une ressource majeure de la balance commerciale italienne. Maintenant et depuis plusieurs années — sauf l'intervalle de la guerre et de l'autarchie — elle est en pleine crise du fait de la concurrence des fibres artificielles, et on peut la considérer comme destinée

irrémédiablement à se réduire à une petite fraction de ce qu'elle était dans le passé.

Si le paysan comptait au taux normal de la main-d'œuvre les heures qu'il emploie à l'élevage des vers à soie, quel prix devrait-il demander des cocons ? En 1910-1911 le prix tournait autour de 2,80 à 3 lire-or, et il est probable que même alors, il était à peine rémunérateur pour le paysan italien. La cause en était dans la concurrence des Japonais et des Chinois qui avaient des conditions de vie et de salaires absolument primitives.

La culture du ver à soie a été graduellement abandonnée dans les pays plus avancés à mesure qu'augmentait le bien-être, précisément parce que le travail de la main-d'œuvre n'a jamais été assez rémunérateur. Il en sera de même en Italie.

L'industrie textile n'aura pas à en souffrir parce qu'elle se consacrera au travail des autres fibres.

L'unique branche réellement compromise est celle des filatures, qui devront en grande partie fermer ; et les quelques milliers de filandières devront se tourner vers une autre occupation. Or il faut bien se rappeler que c'est un personnel qui pèse lourdement sur l'économie du pays puisqu'il jouit de salaires garantis pendant toute l'année pour un travail de 8 mois.

La richesse constituée par la soie naturelle est une richesse qui s'en va, détrônée par l'avance

massive des fibres nouvelles, qui sont préférables à la soie pour une grande partie des usages de celle-ci. Par exemple, le bas nylon ne se démaille pas et dure beaucoup plus longtemps que le bas de soie naturelle, de sorte qu'il finit par coûter beaucoup moins cher. Faudrait-il par hasard renoncer à la fabrication de beaux et bons bas de longue durée par égard pour l'industrie des filandières et des nombreuses remmailleuses qui gagnent leur vie à réparer des bas constamment troués ? **Il est ridicule de vouloir sacrifier les valeurs nouvelles et arrêter la marche du progrès pour maintenir en vie une ancienne splendeur, désormais déchuë.**

La quantité de soie naturelle devra être réduite à celle qui peut être absorbée par le marché, à des prix rémunérateurs pour les producteurs. Ce sera peut-être un quart, un cinquième, ou un dixième des 50 millions de kilogrammes qui pourraient être produits en Italie ; ce reliquat servira à confectionner des cravates, des vêtements de dames, de la lingerie de luxe ou à tout autre usage comportant un prix équitable. Les petits propriétaires ne manqueront pas de continuer la culture, et la production ainsi réduite trouvera une demande et un débouché satisfaisants.





L'industrie automobile italienne est une des premières qui soient nées en Europe.

Les véhicules utilitaires qui, mis à la portée de tous, pourraient contrebalancer le monopole des chemins de fer, sont d'un prix excessif. Ce fait devra être examiné sous l'aspect économique national, afin d'en revenir à une révision de la politique douanière qui devra **ramener nos prix au niveau des prix internationaux**. Jusqu'à présent, au contraire, ils ont été très élevés, et en 1919 il existait un tel décalage entre les prix intérieurs et les prix étrangers qu'une automobile utilitaire italienne, de poids très inférieur à celui d'une Ford, également utilitaire, coûtait près du double, soit, en tenant compte du poids, de quatre à cinq fois plus.

Espérons que l'industrie automobile italienne qui a toujours été appréciée pour ses divers types de véhicules, tant à l'intérieur qu'à l'étranger, saura soutenir la concurrence mondiale également quant aux prix. Mais, si elle ne le pouvait pas, **il serait inadmissible que les charges apportées ainsi à l'économie nationale retombent sur le consommateur, par le paiement de prix politiques, et sur le contribuable sous forme d'impôts.**

## CHAPITRE XIV

## MISSION DE LA BOURGEOISIE

*Examen de conscience.*

La situation italienne actuelle n'est pas révolutionnaire, mais bien vulgairement déliquescence; c'est l'expression matérialiste d'une société d'arrivistes, corrompus, dépourvus de capacités et de sentiments élevés, qui n'aspirent qu'à jouir du pouvoir ou à s'emparer d'avantages pécuniaires.

La Révolution Française fut l'explosion d'un peuple qui conservait, tout en couvant des ressentiments et des haines, des idéaux élevés d'où sont sortis les Droits de l'Homme, œuvre de la bourgeoisie qui remonte à 150 ans. Après eux, aucun principe nouveau n'a surgi pour donner à l'humanité une directive nouvelle.

Mais il est pénible de constater avec quel esprit fataliste la bourgeoisie industrielle semble parfois subir tout ce qui arrive ; combien peu elle s'occupe des problèmes de la Société ; comment, attaquée, et souvent insultée, elle ne réagit pas ; comment, ayant autant de forces à sa disposi-

tion, elle ne semble pas en avoir conscience ; comment enfin elle ne sait pas s'unir pour prendre le commandement et diriger finalement le peuple sur la vraie voie du travail sain et profitable.

Il convient d'ajouter qu'il n'est pas exact que la masse des travailleurs manuels soit numériquement en accroissement constant par rapport aux classes moyennes ; c'est exactement le contraire qui est vrai.

Luigi EINAUDI écrit : « Est-ce que ce n'est pas parmi les producteurs de services que se recrute surtout ce type d'homme qu'on appelle bourgeois et qui ne forme pas une classe, mais consiste dans une manière de penser qui tend à modeler sur elle la société. Si le type du producteur de service se répand, ne tendra-t-il pas à modeler sur lui-même la psychologie du peuple ? Et qu'est-ce que le producteur de services, sinon la couche moyenne typique, cette couche moyenne qui a fait la grandeur des cités grecques dans l'antiquité et des villes italiennes et flamandes au Moyen-Age et qui constitue aujourd'hui le système nerveux de la civilisation occidentale ? »

Si la bourgeoisie avait l'unité de direction des partis de masses, elle aurait, en plus de la prépondérance culturelle et intellectuelle, également une grande force numérique, et elle pourrait conserver dignement la direction du pouvoir



public, à l'avantage évident de la Nation qui serait gouvernée avec un sens sérieux et clairvoyant.

Malheureusement le « *divide et impera* » agit au détriment de la partie saine du pays et la plus grande difficulté réside dans le fait que l'individualisme prévaut, et avec lui un esprit intolérant d'indépendance, qui rend difficile la formation d'un front unique de caractère principalement économique <sup>(4)</sup>. Même, quelques éléments de la bourgeoisie se sont jetés dans les rangs des partis extrêmes, par peur, par ambition ou pour des intérêts inavouables.

### *Malfaisance des démagogues et des tyrans.*

La démagogie extrémiste dirige depuis longtemps ses traits contre la bourgeoisie en dénigrant cette classe qui, pendant tant d'années, a fourni

---

(4) *L'esprit individualiste de la bourgeoisie est inséparable de la personnalité intrinsèque et du caractère vigoureux de tous ceux qui sont capables de s'élever et de diriger. C'est d'ailleurs ce qui fait la force progressiste de la bourgeoisie tout en la sauvegardant de la tentation de constituer une caste tyrannique.*

*Et le véritable correctif à l'esprit individualiste est, non pas l'unité de front, mais le dévouement au bien public dans la nécessaire diversité des opinions et des solutions.*

les hommes qui ont géré avec honneur la chose publique, ont fait l'Italie, et l'ont élevée dans la considération internationale.

Les expériences faites jusqu'ici amènent à conclure que le socialisme, au sens politique, ne se réalise que par le bolchevisme, c'est-à-dire par la dictature, et ne se maintient que par la terreur. Il n'a pas d'autre moyen.

L'exemple du travaillisme est bien clair. Comme il ne peut appliquer en Grande-Bretagne les principes totalitaires qui exigeraient la force et la contrainte brutale — moyens inappropriés dans un pays qui a atteint la pleine maturité du progrès de la civilisation — tout son effort est inutile.

Mais si être socialiste au sens humanitaire signifie qu'on veut le progrès du peuple, qu'on s'intéresse à son bien, qu'on cherche à améliorer son standard de vie en organisant un travail sain, intéressant et digne qui lui procure toujours un plus grand bien-être et permette aux individus de s'élever par l'instruction et la vie familiale — si le socialisme est tout cela, nous, bourgeois, sommes les vrais socialistes. Et non pas ceux qui sabotent le travail, qui promettent le bien d'autrui et excitent les bas instincts pour en tirer leur propre avantage et pour maintenir dans l'agitation et la sujétion les masses crédules.

En régime communiste, la société collective, amorphe et nivelée, dépourvue de tout pouvoir

et de tous moyens, n'a plus possibilité ni de défense, ni de réaction. Déjà en Russie tsariste, comme dans toutes les satrapies asiatiques, beaucoup de tyrans ont été tués dans ce qu'on appelle des révolutions de palais ; le tyran une fois mort, il en venait un autre, parfois meilleur et plus humain, mais le régime satrapique durait toujours.

On ne peut sortir de l'état actuel de misère que par la libre activité individuelle, par la pleine collaboration et le travail de tous, non pas avec la prétention d'exclure préalablement la bourgeoisie, qui est absolument indispensable et irremplaçable et que seuls les révolutionnaires de profession et les démagogues peuvent faire croire inutile et parasitaire.

*La bourgeoisie  
armature de la Démocratie.*

La bourgeoisie doit redevenir la classe dirigeante. Après 25 années d'absence, elle a des devoirs à accomplir, elle a aussi ses droits et plus particulièrement ses responsabilités.

Que le prolétariat ait confiance, parce que les problèmes sociaux seront résolus à sa satisfaction, et qu'il se souvienne que **la bourgeoisie est une garantie de défense contre la montée au pouvoir de la tyrannie.** Dans un vrai régime



capitaliste — tel qu'il existe par exemple aux Etats-Unis — les différents groupes se tiennent à l'œil pour prévenir et empêcher que l'un prédomine sur les autres ; tout danger qui se formerait si lointain qu'il fût (à la façon dont se sont établies les tyrannies dans le passé par la prédominance d'une famille sur les autres) serait immédiatement pris à partie, ces groupes ayant un intérêt vital à s'opposer aux excès de pouvoir et disposant des moyens et des possibilités nécessaires.

En soutenant la classe bourgeoise, on ne refuse à personne le droit d'avancer, chacun pouvant par son travail se faire une situation. **Qu'est donc la bourgeoisie d'aujourd'hui sinon le prolétariat d'hier ?** Quel est le bourgeois qui ne vient pas du peuple ? Et quel est l'homme du peuple qui n'a pas la voie libre pour devenir bourgeois ?

L'individu qui a la valeur, les connaissances, les aptitudes, la volonté, la conscience et la persévérance pourra s'affirmer et, indépendamment de son origine, parvenir au succès. Les bourgeois ont été reçus à l'examen de la vie en réussissant à surmonter par beaucoup de compétence pratique et par un grand bon sens les diverses difficultés ; car la classe bourgeoise en régime capitaliste, autrement dit en régime libre, est responsable de ce qu'elle fait et, d'après la loi, si elle se trompe, elle le paie sur son propre bien.

Enfin, en régime de liberté, nous sommes tous essentiellement des usufruitiers, en ce sens que nous n'emportons pas avec nous, dans la tombe, le fruit de nos efforts, comme Tout-Ankh-Amon ses caisses d'or. Ce qui est créé reste pour transmettre la continuité de l'œuvre sociale entreprise.



Je termine ces réflexions par les sages paroles de NITTI :

« La réduction des dépenses publiques, le retour graduel à la liberté économique et au libre mouvement des personnes et des marchandises, la fin des autarchies, telles sont les conditions de la reprise de toutes les activités économiques. Si la politique est une réalité, quelles forces sociales pourront agir dans le sens de la résurrection économique ?

« A l'encontre de toutes les prévisions du marxisme, les classes moyennes sont devenues, non seulement plus nombreuses, mais aussi plus combattives et plus actives... Quelle sera leur tendance ? Verra-t-on un retour spirituel vers la démocratie et la liberté, c'est-à-dire vers la

prosperité et la civilisation ? Voilà tout le problème de notre époque et voilà précisément l'inconnue de l'avenir.

« L'intérêt suprême des ouvriers des pays civilisés d'Europe et d'Amérique ne réside pas dans les directives du bolchevisme, ni dans celles des nationalismes totalitaires ; il réside avant tout dans le retour à la démocratie et à la liberté ».

---



## Table des Matières

---

AVERTISSEMENT DE L'ÉDITEUR .....	5
LES INTENTIONS DE L'AUTEUR .....	7

### 1<sup>re</sup> Partie. — LE PASSIF DE LA NATION ITALIENNE

#### I. Problèmes de géographie humaine.

— Démographie et Main-d'œuvre .....	15
— La question agraire .....	19
— L'esprit régionaliste .....	22

#### II. Mauvaise gestion étatique : Economie.

— L'Etat exploitant et colonisateur ..	25
— Monopole et protectionnisme .....	28
— L'Etat facteur de démoralisation ..	31

#### III. Mauvaise gestion étatique : Finances.

— Etatisation du Crédit .....	34
— Impuissance du Contrôle des Changes	37
— Détérioration de la Monnaie .....	40

#### IV. Mauvaise gestion étatique : Administration.

— Envahissement de la bureaucratie ..	43
— Excès des charges fiscales .....	46

## 2<sup>e</sup> Partie. — CONDITIONS DU REDRESSEMENT

### V. *Le salut est dans la production.*

— Foi dans l'avenir et sens pratique ..	53
— Dissiper les illusions démagogiques..	54
— Assainir la mentalité économique ..	57

### VI. *Totalitarisme ou Liberté ?*

— Stérilité du Collectivisme .....	62
— Références du Libéralisme .....	65
— Nécessité d'opter .....	68

### VII. *Réalités économiques.*

— Formation de la richesse .....	73
— Orientation des efforts producteurs ..	74
— Evolution de la répartition des activités .....	77

### VIII. *Possibilités sociales.*

— Pouvoir d'achat et plein emploi ....	83
— Intérêt et limites des coopératives..	86
— Economie familiale .....	87

## 3<sup>e</sup> Partie. — ESQUISSE D'UN PROGRAMME DE REMISE EN ORDRE

### IX. *Structure de l'Etat.*

— Choix des dirigeants .....	93
— Fixation des règles juridiques .....	94
— Réforme de l'Administration .....	97

X. *Politique économique et financière.*

— Rôle économique de l'Etat .....	102
— Pour une Monnaie authentique ....	105
— Refonte de l'impôt .....	109

XI. *Aperçus sur l'agriculture.*

— Normalisation des cultures par la liberté .....	113
— Mécanisation et industrialisation ..	116
— Le régime du travail .....	118
— Aide à l'émigration .....	121
— Résorption des latifundia .....	124

XII. *Aperçus sur les transports et le tourisme.*

— Conception moderne des transports..	126
— L'équipement hôtelier .....	129

XIII. *Aperçus sur l'industrie.*

— Possibilités d'avenir .....	133
— Les errements de l'Institut de Reconstruction Industrielle .....	135
— La Soie et l'Automobile doivent se réadapter .....	137

XIV. *Mission de la bourgeoisie.*

— Examen de conscience .....	141
— Malfaisance des démagogues et des tyrans .....	143
— La bourgeoisie, armature de la Démocratie .....	145

---



---

IMPRIMERIE AMELOT, BRIONNE (EURE)

---

DEPOT LEGAL : 4<sup>e</sup> TRIMESTRE 1948.



Prix : 150 fr.